

**AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS
(REPUBLIQUE DU SENEGAL)**

**Revue indépendante de la conformité de
la passation des marchés des Autorités
contractantes du Groupe II (Gestion 2014)**

**Agence Nationale pour les Energies
Renouvelables**

RAPPORT DEFINITIF

Août 2015



Grant Thornton

Grant Thornton
2 place de l'indépendance
Immeuble SDIH
2e, 3e et 4e étage
BP 7642 - Dakar
T 00 221 33 889 70 70
F 00 221 33 821 10 70
grantthornton@sn.gt.com

www.grantthornton.sn

SIGLES ET ACRONYMES

AC	:	Autorité contractante
ARMP	:	Autorité de Régulation des Marchés Publics
AGPM	:	Avis Général de Passation des Marchés
ANER	:	Agence Nationale des Energies Renouvelables
AOO	:	Appel d'Offres Ouvert
AOR	:	Appel d'Offres Restreint
CM	:	Commission des Marchés
CCAG	:	Cahier des Clauses Administratives et Générales
ACP	:	Agent Comptable Particulier
CMP	:	Code des Marchés Publics
CPM	:	Cellule de Passation des Marchés
CRD	:	Commission de Règlement des Différends
DAO	:	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	:	Direction Centrale des Marchés Publics
DRP	:	Demande de Renseignement et de Prix
MEF	:	Ministère de l'Economie et des Finances
PV	:	Procès verbal
PPM	:	Plan de Passation des Marchés
PI	:	Prestations Intellectuelles
RAF	:	Responsable Administratif et Financier
TDR	:	Termes de référence
UEMOA	:	Union Economique Monétaire Ouest Africaine
N/A	:	Non applicable

Dakar, le 31 août 2015

**A Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de
Régulation des Marchés Publics
Dakar**

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Monsieur le Directeur Général,

En exécution de la mission que l'ARMP a bien voulu nous confier et relative à la revue indépendante de la conformité de la passation des marchés publics conclus par les autorités contractantes du groupe II pour la gestion 2014, nous avons l'honneur de vous soumettre conformément aux termes de référence, notre rapport définitif concernant l'Agence nationale des Energies Renouvelables (ANER). Ce rapport tient compte de la réponse n°000561-15/ANER/DG/DAF du 24 août 2015 de l'ASER reçue, par courrier en date du 25 août 2015.

Nous avons effectué notre revue sur la base des termes de référence (TDR) du contrat de services signé entre l'Autorité de Régulation des Marchés Publics et le cabinet Grant Thornton.

Selon les TDR, la mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus en 2014 par les autorités contractantes ciblées, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Obligations de l'Administration, les décrets 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des Marchés publics et 2014-1212 du 22 septembre 2014 et leurs textes d'application.

SYNTHESE DE NOS TRAVAUX

Au cours de la gestion 2014, l'ANER a conclu vingt deux (22) marchés dont vingt (20) demandes de renseignement et de prix selon la liste communiquée par la Cellule de Passation des Marchés, pour un coût global de **397 279 178 F CFA**.

Nous avons procédé à des tests d'exhaustivité avec les données financières et comptables mises à notre disposition par la Direction administrative et financière notamment la balance auxiliaire des comptes fournisseurs et des comptes du grand livre. A l'issu de nos travaux, nous n'avons pas eu connaissance d'autres marchés passés l'ANER.

Dans le cadre de nos travaux, notre échantillon a porté sur douze dossiers dont dix (10) DRP pour un montant de **358 643 246 F CFA** représentant **90,27%** du montant global des marchés.

Notre sélection peut être récapitulée comme suit :

MODE DE PASSATION	ANER			
	RECAPITULATIF DES MARCHES (EN F CFA)		MARCHES SELECTIONNES POUR REVUE (EN F CFA)	
	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE	MONTANT
AO	2	285 348 800	02	285 348 800
DRP	20	111 930 378	10	73 294 446
TOTAL	22	397 279 178	12	358 643 246
TAUX DE COUVERTURE			54,54%	90,27%

Au terme de nos travaux, les principaux constats peuvent être résumés comme suit :

CONSTATS D'ORDRE GENERAL

- **LE NON ETABLISSEMENT DU RAPPORT ANNUEL** : le rapport annuel sur la passation et l'exécution des marchés destiné à la DCMF et à l'ARMP n'a pas été préparé par la Cellule de passation des marchés de l'ANER en violation de l'article 143 du CMP;
- **LA NOMINATION TARDIVE DES MEMBRES DE LA COMMISSION DES MARCHES DE L'ANER** : nous avons constaté que les membres de la commission des marchés ont été nommés par note de service N° 20/ME/ANER/DG du 14 février 2014 contrairement aux dispositions de l'Arrêté N° 012786 du 26 décembre 2012 notamment en son article 6 qui dispose : « Au plus tard le 05 janvier de chaque année, les copies des actes de nomination des membres des commissions et de leurs suppléants, sont communiquées à l'Autorité de Régulation des Marchés Publics et à la Direction centrale des Marchés Publics » ;
- **LE DEFAUT DE PUBLICATION DES ATTRIBUTIONS DES MARCHES DE DRP** : nous avons constaté l'absence de transmission à la DCMF, des procès verbaux d'attribution des marchés passés par DRP et ayant atteint le seuil fixé par la réglementation, aux fins de publication sur le site des marchés publics, en violation de l'article 78.3b du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics ;
- **LA NON PREPARATION ET TRANSMISSION DES CONVOCATIONS AUX MEMBRES DE LA COMMISSION DES MARCHES** : nous avons constaté l'absence de convocation des membres de la commission des marchés aux séances d'ouverture des plis et d'attribution provisoire, en violation des dispositions de l'article 39 alinéa 1 du décret portant CMP ;
- **LA NON APPROBATION DES PROCES VERBAUX D'ATTRIBUTION PAR L'AUTORITE COMPETENTE** : les procès verbaux ne sont pas approuvés par l'Autorité compétente en violation des dispositions de l'article 83 alinéa 2 et 3 du décret portant CMP ;
- **LE DEFAUT DE PUBLICATION DES AVIS D'ATTRIBUTION DEFINITIVE DES AO** : les avis d'attribution définitive des marchés passés par appel d'offres n'ont pas été publiés, en violation des dispositions de l'article 85-4 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics ;
- **L'ABSENCE DE SIMULTANEITE DANS LA TRANSMISSION DES LETTRES D'INVITATION POUR LES DRP** : l'envoi des lettres d'invitation n'est pas simultané, en violation des dispositions de l'article 78 alinéa 2 du décret portant CMP ;
- **AUCUN DOCUMENT POUVANT ATTESTER DE LA CAPACITE JURIDIQUE DES DIFFERENTS SOUMISSIONNAIRES N'A ETE DEMANDE AUX CANDIDATS POUR LES DRP**, en violation des dispositions des articles 44 et 78 alinéa 2, du CMP;
- **LES RAPPORTS D'EVALUATION DES OFFRES DES DRP SONT TRES SOMMAIRES** : les évaluations sont faites uniquement sur la base d'une comparaison des prix, en violation des articles 59 et 78 alinéa 2 du CMP ;
- **DES INSUFFISANCES DANS LE DISPOSITIF D'ARCHIVAGE ET DE CLASSEMENT** : le dispositif de classement physique mis en place par l'ANER pour les dossiers relatifs aux marchés publics mérite d'être amélioré. Les marchés examinés ne comportent pas toujours l'ensemble des documents requis.

CONSTATS SPECIFIQUES A LA PASSATION ET A L'EXECUTION FINANCIERE DES MARCHES EXAMINES

❖ EN CE QUI CONCERNE LES MARCHES PASSES PAR APPEL D'OFFRES (AOO)

Nous avons examiné 02 marchés passés suivant la procédure d'appel d'offres. Il s'agit :

- ✚ Marché N° F 0919/1/ Travaux d'électrification par voie solaire de cases des tout-petits , d'établissements scolaires, d'établissements de santé, d'établissements religieux et de postes de garde du parc Niokolo - Koba pour un montant de 199 608 800 F CFA.

- ✚ Marché N° F 0919/1 /Acquisition de véhicules pour un montant de : 87 740 000 F CFA
La revue de ces marchés a permis de constater que le procès verbal d'ouverture des plis n'a pas été remis aux candidats contrairement aux dispositions de l'article 67 paragraphe 4 qui dispose « dès la fin des opérations, les informations sont consignées dans un procès verbal et remis à tous les candidats ».

❖ EN CE QUI CONCERNE LES MARCHES PASSES PAR DEMANDES DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX

Notre revue a porté sur un échantillon de 10 demandes de renseignements et de prix.

Sur l'ensemble des DRP, nous avons constaté le défaut de coïncidence entre la date d'ouverture des plis et celle de dépôt des offres.

Pour six des DRP, nous avons constaté que l'ANER n'a pas communiqué à la DCMP, aux fins de publication sur le site des marchés publics les noms des personnes contactées, le nom de l'attributaire et le montant du contrat, en violation des dispositions de l'article 78-3b du code des marchés publics. Il s'agit des DRP ci-après :

- ✚ S_ANER_003 : Nettoyement des locaux pour un montant de 8 156 160 F CFA
- ✚ F_ANER_001 : Achat de fournitures de bureau pour un montant de 7 986 452 F CFA
- ✚ S_ANER_004 : Prestations d'assurance pour un montant de 16 819 900 F CFA
- ✚ F_ANER_005 : Achat de matériel et mobilier de bureau pour un montant de 14 304 668 F CFA
- ✚ C_ANER_001 : Sélection de consultant pour l'Etude sur l'électrification pour un montant de 5 900 000 F CFA
- ✚ F_ANER_004 : Acquisition de consommables informatiques pour un montant de 7 998 040 F CFA

CONSTATS SPECIFIQUES A L'EXECUTION PHYSIQUE

Dans le cadre de nos travaux notre échantillon a porté sur quatre (04) marchés d'un montant global de 305 553 468 F CFA détaillé au point 4.4 du présent rapport.


Les principaux constats peuvent être résumés comme suit :

- ✚ Acquisition de véhicules pour un montant de : 87 740 000 F CFA

La gestion technique du marché de travaux reste à être améliorée notamment la gestion du délai d'exécution et des provisions de garantie technique et financière.

- ✚ Sélection d'un consultant pour les études techniques pour la réalisation des travaux d'électrification par voie solaire
 - la localisation et le nombre de structures à électrifier ne sont pas spécifiés dans les termes de références, ce qui ne permet pas de définir de façon appropriée la consistance des études ;
 - le rapport technique comportant le bilan de puissance, le dimensionnement des équipements, les notes de calcul ainsi que les schémas électriques de montage comme prévu dans les TDR n'est pas disponible dans le dossier soumis à notre revue.
- ✚ Travaux d'électrification par voie solaire de case des tout-petits, d'établissements scolaires, d'établissements de santé, d'établissements religieux et de postes de garde du parc Niokolo - Koba pour un montant de 199 608 800 F CFA.

- La sous-commission technique n'inclut pas le consultant. Les qualifications des membres ne sont pas précisées.
- Les certificats d'assurances causés à des tiers et l'assurance tout risque chantier prévus par les clauses 7.3.2 et 7.3.4 ne sont pas dans le dossier de gestion technique.
- La clause 7.1.1 du CCAP prévoit également une garantie de bonne exécution égale à 5% du montant du marché qui n'est pas présente dans le dossier.
- La caution d'avance fournie contient une clause qui rend caduque la garantie depuis le 18 avril 2014. De plus, l'avance de démarrage reçue par l'attributaire n'est pas couverte.

 Marché n° F_ANER_005 Achat de matériel et mobilier de bureau pour un montant de 14 304 668 F CFA

- Les fournitures ont été livrées dans un délai d'une semaine. Cependant ce délai n'est pas spécifié dans les propositions et dans le contrat.

SYNTHESE DE NOS CONCLUSIONS

Notre revue sur la conformité de la passation des marchés publics au sein de cette AC a concerné deux (02) AOO et dix (10) marchés de DRP, représentant 90.27 % du montant total des dépenses.

S'agissant des deux AOO, nous estimons du fait des manquements soulevés que la procédure de passation n'est pas conforme aux dispositions du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.

Sur les dix (10) DRP examinées, nous estimons que la procédure de passation est globalement conforme pour trois d'entre elles. S'agissant des sept autres marchés de DRP, du fait des manquements soulevés, nous estimons que les dispositions du décret portant CMP n'ont pas été respectées.

Pour l'audit de matérialité, il a porté sur quatre (4) marchés qui ont été globalement conformes même si le suivi et la gestion technique des projets méritent d'être améliorés.

Nous tenons à remercier l'ensemble des interlocuteurs rencontrés pour leur disponibilité et leur collaboration au moment de notre intervention.

Nous vous souhaitons bonne réception du présent rapport et vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur Général, l'assurance de notre considération distinguée.

Mansour GAYE
Associé



TABLE DES MATIERES

1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION.....	8
1.1. CONTEXTE.....	9
1.2. OBJECTIFS DE LA MISSION ET RAPPEL DES TDR.....	9
2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS	11
2.1. LE CADRE JURIDIQUE.....	12
2.2. LE CADRE INSTITUTIONNEL.....	13
2.3 SEUILS DE PASSATION DES MARCHES.....	15
2.4 LES MODES DE PASSATION DES MARCHES.....	15
3. METHODOLOGIE DE REVUE	16
3.1 CONSIDERATIONS GENERALES SUR LA METHODOLOGIE.....	17
3.2 COORDINATION GENERALE DE LA MISSION.....	17
3.3 PHASE DE PRE AUDIT.....	17
3.4 PHASE DE REVUE DES PROCEDURES DE PASSATIOIN DES MARCHES.....	19
3.5 AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES.....	20
3.6 PHASE DE CONTROLE DE LA QUALITE ET DE REVUE INDEPENDANTE.....	20
3.7 PHASE DE RESTITUTION DES RAPPORTS	20
4. SYNTHESE DE LA REVUE.....	21
4.1. CONSTAT RELATIF AU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL, A L'ORGANISATION, ET A L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES	22
4.2. CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHES EXAMINES	24
4.3. CONSTATS RELATIFS A L'EXECUTION FINANCIERE.....	27
4.4. CONSTATS RELATIFS A L'AUDIT PHYSIQUE (MATERIALITE, EXECUTION PHYSIQUE)	27
4.5. SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS	34
4.6. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES.....	35
5. STATISTIQUES DES ANOMALIES.....	36
6. ANNEXES	38

1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

1.1 CONTEXTE

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un Etat de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des Etats membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2012 par les autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des présents termes de référence.

1.2 OBJECTIFS DE LA MISSION ET RAPPEL DES TDR

La mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1er Janvier et le 31 décembre 2012, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

La mission comprend les objectifs spécifiques suivants :

- ❖ se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante ;
- ❖ vérifier la conformité des procédures aux principes généraux de liberté d'accès, d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le CMP ;
- ❖ fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- ❖ identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le

consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations relativement aux dispositions du CMP ;

- ❖ procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le consultant examinera aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- ❖ pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- ❖ dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- ❖ examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : le consultant passera en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduira en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- ❖ examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- ❖ examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies par la réglementation en vigueur,
- ❖ évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité,
- ❖ Formuler des recommandations.

En ce qui concerne l'exécution des marchés, les prestations du Consultant ont porté sur :

- Le contrôle de la qualité des contrats attribués en analysant les évolutions et modifications qualitatives et quantitatives de l'étendue de chaque contrat sur la base de la soumission et du marché initialement signé ;
- Le contrôle de la situation des réceptions/livraisons pour vérifier le respect des dates et des quantités livrées / réceptionnées ; tout écart a été relevé et la manière dont il a été traité au niveau de l'autorité contractante a été examinée ;
- Le contrôle des délais prescrits aux différentes étapes de l'exécution des marchés et du paiement des avances et des factures, en cohérence notamment avec les spécifications du marché et le référentiel des délais d'exécution de la dépense publique ;
- L'état des marchés qui connaissent des difficultés d'exécution ;
- L'analyse des causes et conséquences des difficultés rencontrées.

2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

2-1 LE CADRE JURIDIQUE

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

LES DIRECTIVES :

- Directive n°4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine ;
- Directive n°5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine.

LES LOIS

- Loi 90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- Loi 96-06 du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales, modifiée ;
- Loi 99-20 du 04 Mai 2009 portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
- Loi 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65-61 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- Loi organique 2011-15 du 08 Juillet 2011 relative aux lois de Finances, en application de la directive 06/2009/CM/UEMOA du 26 Juin 2009

LES DECRETS

- Décret 2005-576 du 22 Juin 2005 portant charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics ;
- Décret 2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret 81-844 du 20 Août 1981 relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;
- Décret 2007-546 du 25 Avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), modifié par le décret 2010-1396 du 20 Octobre 2010 ;
- Décret 2007-547 du 25 Avril 2007 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés publics ;
- Décret 2011-1880 du 14 Novembre 2011 portant réglementation générale sur la comptabilité publique.

Il convient de rappeler qu'un nouveau décret, le décret 2014-1212 du 22 Septembre 2014 portant nouveau code des marchés publics, abroge pour compter de sa date d'entrée en vigueur le décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011. Ses dispositions et ses arrêtés d'applications régissent les marchés publics à compter de ladite date à l'exception des marchés notifiés antérieurement à cette date.

LES ARRETES

- Arrêté N°03193/ MEF/ du 07 Avril 2010 relatif aux procédures applicables aux marchés passés par les communautés rurales et certaines communes ;

- Arrêté n°03193/ MEF/ du 07 Avril 2010 relatif aux procédures applicables aux marchés passés par les communautés rurales et certaines communes ;
- Arrêté n°012782 du 26/12/2012 pris en application des dispositions de l'article 140.b) et 140.c) du Code des Marchés publics et fixant les seuils de contrôle a priori des rapports d'analyses comparatives d'offres ou de propositions et des procès-verbaux d'attribution provisoire de marché et à l'examen juridique et technique des projets de marché respectivement ;
- Arrêté n°012785 du 26/12/2012 pris en application des dispositions de l'article 140.a du Code des Marchés publics et fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers d'appel à la concurrence avant le lancement de la procédure ;
- Arrêté n°012786 du 26/12/2012 pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés publics et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;
- Arrêté n°012787 du 26/12/2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés publics ;
- Arrêté n°012788 /PM/SGG du 26/12/2012 pris en application de l'article 44-f du Code des Marchés publics et fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics ;
- Arrêté n°012789 du 26/12/2012 relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures pris en application de l'article 78-3-a du Code des Marchés publics ;
- Arrêté n°012790 du 26/12/2012 fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission pris en application de l'article 113 du Code des Marchés publics ;
- Arrêté n°012791 du 26/12/2012 pris en application de l'article 114 du code des marchés publics fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution.

LES CIRCULAIRES

- Circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant Instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 78 du CMP.

LES DECISIONS

- Décision 0001/CRMP du 06 Mars 2008 fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.

2-2 LE DISPOSITIF INSTITUTIONNEL

2-2.1 LES ENTITES DE REGULATION ET DE CONTROLE

Les décrets n°2011-1048 du 27 juillet 2011 et N°2014-1212 du 22 septembre 2014 portant code des marchés publics distinguent les fonctions de contrôle de celles de régulation.

2.2.1.1 LA DIRECTION CENTRALE DES MARCHES PUBLICS

Le contrôle a priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les attributions selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créée par le décret n°2007-547 du 25 Avril 2007.

2.2.1.2 L'AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du décret n°2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de Régulation (CR) chargé de l'orientation ;
- le Comité de Règlement des Différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;

- la Direction Générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

2.2.2 LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES

La passation des marchés publics est d'une certaine complexité et nécessite un suivi particulier. Aussi le décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 a-t-il mis en place une Cellule de Passation des Marchés et une Commission des Marchés, structures encadrées par les articles 35 à 40 du Code des Marchés Publics.

2.2.2.1 LA CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des Marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés.

Les attributions de la CPM sont définies par l'arrêté n°12787/MEF du 26 Décembre 2012. Elles portent en particulier sur :

- l'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics ;
- l'examen préalable de tout document à transmettre à des tiers en matière de marchés publics ;
- l'examen préalable de tout document à signer avec des tiers en matière de marchés publics ;
- le classement et l'archivage de tous les documents relatifs aux marchés publics passés par les différents services ;
- l'établissement, en début d'année, du plan consolidé annuel de passation des marchés de l'Autorité contractante ;
- l'établissement de l'avis général de passation des marchés et sa publication conformément aux articles 6 et 56 du Code des Marchés publics ;
- l'insertion des avis et autres documents relatifs à la passation des marchés dans le système national informatisé de gestion des marchés ;
- la tenue du secrétariat de la Commission des Marchés ;
- l'appui aux différents services pour les opérations de passation de marchés ;
- la réalisation et la tenue de tableaux de bord sur les délais de mise en œuvre des différentes étapes des procédures de passation des marchés et de réalisation des calendriers d'exécution des marchés ;
- l'identification des besoins de formation des services en matière de marchés publics ;
- la liaison avec les missions extérieures, notamment celles d'audit ou d'inspection des marchés, initiées par l'Autorité de Régulation des Marchés publics ;
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés à l'intention des autorités compétentes pour transmission à la Direction centrale des Marchés publics et à l'Autorité de Régulation des Marchés publics ;
- l'établissement, avant le 31 mars de chaque année à l'intention de l'autorité dont elles relèvent, de l'organe chargé de la régulation des marchés publics et de l'organe chargé du contrôle a priori, d'un rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics passés l'année précédente.

2.2.2.2 LA COMMISSION DES MARCHES

L'arrêté n°012786 du 26/12/2012 détermine la composition des Commissions des marchés et fixe le nombre de leurs membres. La Commission des marchés est chargée notamment de :

- recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
- les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante.

Les membres de la CPM et de la CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B ou être des cadres moyens.

2-3 LES SEUILS DE PASSATION DES MARCHES

Le Code des Marchés Publics, en son article 53 détermine des seuils relatifs à la valeur des marchés de l'Etat, des Collectivités locales, des Sociétés nationales, des Sociétés anonymes à participation publique majoritaire et les agences ou autres organismes ayant la personnalité morale comme suit :

Etat, Collectivités Locales, Etablissements Publics

- 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 15 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

Sociétés Nationales, Sociétés Anonymes, Agences et autres

- 50 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

Les montants inférieurs à ces seuils relèvent de la procédure spécifique de demande de renseignements et de prix (Article 78 du CMP).

Avec l'avènement du Code des Marchés Publics de 2014, ses seuils ont été revus à la hausse et se chiffrent à compter du 22 septembre 2014 à :

Etat, Collectivités Locales, Etablissements Publics :

- 70 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 50 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 50 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

Sociétés Nationales, Sociétés Anonymes, Agences et autres :

- 100 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 60 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 60 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

Les montants inférieurs à ces seuils relèvent de la procédure spécifique de demande de renseignements et de prix (Article 78 du nouveau CMP).

2-4 LES MODES DE PASSATION DES MARCHES

Les différents modes de passation des marchés publics sont définis à l'article 60 du CMP :

- l'appel d'offres ouvert ;
- l'appel d'offres ouvert avec pré qualification;
- l'appel d'offres restreint ;
- l'appel d'offres en deux étapes.

La procédure dérogatoire des marchés passés par entente directe est régie par les articles 76 et 77 du CMP.

La procédure spécifique de demande de renseignement et de prix est régie par l'article 78 du décret portant CMP.

3. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES

3.1 CONSIDERATIONS GENERALES SUR LA METHODOLOGIE

Notre Cabinet a pris en considération les spécificités de la mission à réaliser et a établi, dans la section ci-après, un cadre pour la méthodologie proposée et l'approche d'audit à suivre. L'audit est réalisé en conformité avec les Termes de références, et inclut les tests et les procédures d'audit ainsi que les vérifications que nous avons jugées nécessaires au regard des circonstances.

Pour atteindre les objectifs de l'audit, nous procédons à des tests et contrôles aussi fréquents qu'il sera nécessaire. De manière plus précise, notre démarche est la suivante:

- Etablissement de la feuille de route et prise de contact avec l'ARMP pour assurer une planification correcte des missions à réaliser (réunion de démarrage) ;
- Planification et prise de connaissance générale des entités à auditer ;
- Revue des textes régissant les structures à auditer et des rapports relatifs aux audits précédents ;
- Analyse et évaluation de l'organisation institutionnelle de chaque entité concernée ;
- Revue de la procédure de passation et d'exécution des marchés ;
- Elaboration des rapports provisoires ;
- Réception et traitement des commentaires des audités ;
- Traitement des requêtes spéciales ;
- Elaboration des rapports définitifs individuels et de synthèse ;
- Contrôle qualité ;
- Restitution.

3.2 COORDINATION GENERALE DE LA MISSION

Notre expérience de ce type de mission montre qu'il est d'une importance capitale de mettre en place une équipe au Siège. L'équipe d'appui du Siège est composée d'un noyau sous la direction d'un Associé qui a une expérience avérée en passation de marchés.

Ce dernier est assisté d'auditeurs en passation de marchés et d'une assistante de direction. Le recours à une expertise ponctuelle est également envisagé en cas de besoin (experts en informatique, ingénieurs en génie civil, etc.). Le support des équipes d'experts est concentré sur quatre domaines clefs que nous avons identifiés comme étant cruciaux, en fonction de nos expériences d'audits similaires en Afrique, pour garantir les meilleures conditions pour la conduite de travaux d'audit efficaces et de haute qualité.

3.3 LA PHASE DE PRE-AUDIT

Après les formalités de négociation et de finalisation du contrat et la phase préparatoire, l'équipe a tenu une réunion de démarrage avec l'ARMP, au cours de laquelle des informations ont été échangées, les attentes précisées et les premières contraintes identifiées. A ce stade, au niveau de chaque autorité contractante, nous avons tenté d'obtenir certaines informations telles que requises par les courriers d'annonce de la mission d'audit des marchés publics, envoyés par l'ARMP aux autorités contractantes ciblées.

La collecte a concerné les documents suivants:

- la liste complète de tous les marchés passés en 2014 ;
- les plans de passation des marchés ;
- l'état d'exécution du plan de passation des marchés ;
- les extraits budgétaires de la gestion 2014 ;
- l'état d'exécution budgétaire de la gestion 2014 ;
- les rapports de corps de contrôle de l'Etat ;
- l'ensemble des pièces relatives à chaque acquisition ;
- les rapports d'activités ;
- l'organigramme et /ou le document organisant l'autorité contractante ;

- les actes de désignation des membres de la Commission de passation des marchés ;
- les situations relatives aux marchés et collectées auprès de la DCMP et d'autres services afin d'être confrontées aux listes qui seront ultérieurement obtenues des autorités contractantes;
- les états financiers au 31 décembre 2014 ;
- le fichier des immobilisations ;
- la balance générale au 31 décembre 2014 ;
- toute autre documentation utile à la mission.

3.3.1 PREPARATION DU PLAN D'AUDIT

En fonction de nos échanges au sein de l'équipe clé et des termes de références, nous avons préparé un plan d'audit global.

Ce plan global a été affiné pour donner un plan détaillé, plus exactement un programme de travail adapté, incluant une information précise sur les procédures d'audit et les tests à appliquer durant la mission sur le terrain. Le plan global inclut les propositions de dates pour l'audit, une évaluation intermédiaire des risques d'audit et le niveau proposé de test basé sur les contrôles perçus comme étant mis en place, le degré « d'audit confiance » requis et de matérialité par seuil.

Nos plans ont été conçus afin de nous permettre de conduire les travaux de manière efficace, efficiente et économique, et avec un minimum d'inconvénients pour les audités, et nous nous sommes assurés que :

- les problèmes potentiels ont été identifiés au plus tôt;
- une attention particulière a été dévolue aux zones à risques de l'audit;
- les travaux d'audit menés et le dossier revu aisément;
- le travail a été réparti de manière adéquate entre membres de l'équipe d'audit.

3.3.2 PROGRAMMATION DES MISSIONS AVEC LES AUTORITES CONTRACTANTES

Une fois que les entités à auditer ont été avisées, munis des lettres d'introduction, nous avons pris contact avec les personnes responsables de ces entités afin de trouver rapidement un accord sur les dates de l'audit et faire approuver l'ordre chronologique des visites. Nous nous sommes assurés que les personnes clés à rencontrer sont disponibles aux dates convenues. Nous avons pris soin de confirmer par courrier les arrangements convenus avec les autorités contractantes.

Avec cette approche, nos communications avec les audités, empreintes du professionnalisme requis, nous ont permis de nous assurer d'un maximum de coopération et d'une traçabilité sans faille.

3.3.3 REUNION DE DEMARRAGE AVEC LES AUTORITES CONTRACTANTES CIBLEES PAR L'AUDIT

Durant les réunions de démarrage avec les audités, nous nous sommes assurés des tâches déterminées dans le programme avec le personnel de l'Audité et avons recadré nos objectifs. Nous avons obtenu une description :

- du cadre réglementaire et institutionnel,
- du niveau d'application du Code des Marchés Publics par la mise en place de la structure organisationnelle, des contrôles internes et des procédures de management de l'audité en utilisant un questionnaire de contrôle interne,
- du niveau de formation des acteurs intervenant dans les marchés publics.

Cette phase nous a permis de comprendre tous les mécanismes des différents types de structures ciblées à travers l'analyse de la structure organisationnelle et de son fonctionnement, et de vérifier la fiabilité des procédures de gestion administrative et de contrôle interne.

3.4 PHASE DE REVUE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

3.4.1. L'ÉCHANTILLONNAGE

Nous avons sélectionné et validé un échantillon représentatif par type de contrat, taille et mode de passation des marchés. L'échantillon a été composé conformément aux modalités décrites dans les termes de référence (TDR) et aux normes et pratiques en vigueur en matière de revue. Le processus d'échantillonnage est d'essence aléatoire.

Pour chacune des catégories de marchés, nous avons veillé à une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

3.4.2 REALISATION DES TRAVAUX D'AUDIT SUR SITE

Au niveau de chaque autorité contractante, nous avons réalisé durant la phase d'exécution de l'audit sur site, des tests sur l'échantillon de contrats sélectionnés. Ces tests ont été menés par rapport à la traçabilité de chaque contrat, de l'expression du besoin en passant par la budgétisation jusqu'au paiement. Ces tests nous ont permis de vérifier la conformité de la conception, l'efficacité et la transparence des procédures appliquées par les autorités contractantes et leur conformité avec la loi relative aux marchés publics. Les tests qui ont été mis en œuvre pour la revue des procédures de passation des marchés ont intégré, outre l'analyse institutionnelle et organisationnelle, une vérification des éléments suivants:

- procédure de budgétisation/couverture budgétaire ;
- publicité préalable ;
- adéquation du mode de passation de marché avec l'enveloppe budgétaire et la nature de la commande (travaux, fournitures ou services) ;
- rapports d'évaluation des offres ;
- traitement des plaintes existantes;
- respect des obligations contractuelles (exécution par le titulaire du marché et paiement par l'autorité contractante) ;
- conformité à certaines dispositions particulières de la loi relative aux marchés publics telles que l'inscription préalable des marchés dans les PPM et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disant qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement formulées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc.

Pour chaque marché, une check list détaillée a été méticuleusement renseignée et présentée en annexe. L'ensemble de ces fiches ont servi de base à une analyse des tendances ainsi qu'à la déduction de statistiques pertinentes pour fonder une opinion sur la gestion d'un ou plusieurs marchés ainsi que sur les performances de chaque autorité contractante.

Pour chaque structure auditée, les constats ont été systématiquement relevés et classés en fonction de leur fréquence d'occurrence. Sur cette base, nous avons proposé des mesures appropriées et dont la faisabilité est établie, pour l'éradication des dysfonctionnements notés, avec une claire définition des modalités de mise en œuvre.

Suite à cette revue, il a été établi des statistiques sur les marchés en procédant, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants).

3.5 AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES

Conformément aux termes de référence (TDR), nous avons procédé à un échantillonnage de marchés devant faire l'objet de contrôle physique (vérification de la matérialité). Ces marchés ont exclu logiquement les marchés de nettoyage de locaux, de désherbage, de reprofilage léger de routes, etc., objet de prestations à durabilité éphémère. Les vérifications ont été faites sur la base des procès verbaux de réception, des documents de comptabilité des matières, et des visites de terrain.

L'objectif global de cette étape de la mission est de permettre à l'ARMP de se former une opinion sur la conformité de l'exécution technique au sens large, d'un échantillon de projets d'infrastructures.

L'audit physique a été articulé sur les points suivants :

- conformité technique et qualité des prestations exécutées ;
- revue de la conduite générale des projets ;
- vérification de la conformité des dépenses effectuées.

L'audit physique s'il y a lieu doit déboucher sur la formulation de recommandations relatives aux points suivants :

- i) mesures correctives permettant d'éviter que les éventuelles anomalies observées n'aient un impact sur la qualité du projet et sa durabilité dans les horizons prévus ;
- ii) principaux enseignements généraux de cet audit pour des actions futures.

3.6 PHASE DE CONTROLE DE LA QUALITE ET DE REVUE INDEPENDANTE

Le contrôle qualité est une exigence à Grant Thornton, comme en atteste sa place dans notre manuel des normes et pratiques professionnelles conformément aux standards internationaux en matière d'audit. Le dossier de travail ainsi que tous les rapports ont été revus par un expert indépendant qui n'a pas participé à la mission.

Son rôle est de s'assurer que l'équipe a réalisé la mission dans le respect des TDR et des normes internationales reprises dans notre manuel d'exercice professionnel.

3.7 PHASE DE RESTITUTION DES RAPPORTS

A la fin de l'audit, nous avons tenu une réunion de clôture entre l'équipe d'audit et les responsables de chacune des autorités contractantes. Le but de la réunion est de revoir les constatations de l'audit. De plus, chaque autorité contractante fait l'objet d'un rapport distinct. Nos rapports sont présentés en deux étapes:

- ❖ rapport provisoire ;
- ❖ rapport final.

4. SYNTHÈSE DE LA REVUE

4.1 CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL, A L'ORGANISATION ET A L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

L'Autorité contractante, en application des dispositions des articles 35, 36 du Code des marchés et celles des arrêtés n°**012786, 012787** du 26 Décembre 2012 relatives respectivement aux cellules de passation des marchés publics et aux commissions de passation des marchés a mis en place les outils nécessaires à la préparation, la passation et l'exécution de ses marchés.

4.1.1 PRESENTATION DE L'AUTORITE CONTRACTANTE

L'Agence Nationale pour les Energies Renouvelables (ANER) est créée, dans les conditions prévues par la loi d'orientation n° 2009-20 du 4 juin 2009 sur les agences d'exécution. Elle est une personne morale de droit public, dotée de l'autonomie financière. L'Agence est placée sous la tutelle technique du Ministre chargé de l'Energie et sous la tutelle financière du Ministre chargé des Finances. Son siège est fixé à Dakar.

L'ANER a pour mission de promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables, y compris la bioénergie, dans tous les secteurs d'activités.

A ce titre, elle est chargée notamment :

- de participer à la définition et à la formulation de la politique énergétique, en particulier en matière d'énergies renouvelables ;
- de contribuer à l'élaboration d'un cadre législatif et réglementaire attractif pour le développement des énergies renouvelables ;
- d'identifier, d'évaluer et d'exploiter le potentiel en ressources énergétiques renouvelables disponibles et économiquement exploitables dans les différentes régions du pays ;
- de vulgariser l'utilisation des équipements pour la production d'électricité d'origine renouvelable ;
- de réaliser des études prospectives et stratégiques pour le développement des énergies renouvelables ;
- d'élaborer et d'exécuter des projets et programmes nationaux d'énergies renouvelables et d'assurer leur cohérence ;
- de réaliser des études techniques, économiques et financières des projets relatifs aux énergies renouvelables et d'assurer le suivi de la mise en œuvre ;
- de contribuer à l'amélioration de la recherche-développement et encourager les inventions technologiques concernant les énergies renouvelables ;
- d'élaborer et d'exécuter des programmes d'information, de sensibilisation, de communication, d'éducation et de formation démontrant l'intérêt technique, économique, social et environnemental des énergies renouvelables ;
- de participer à la promotion de l'émergence et du développement d'entreprises intervenant dans le domaine des énergies renouvelables et encourager l'investissement dans ce secteur ;
- d'identifier et exploiter des mécanismes de financement innovant pour le développement des énergies renouvelables, notamment la finance carbone ;
- de développer la coopération bilatérale et multilatérale dans le domaine des énergies renouvelables ;
- - de travailler, dans le domaine de la maîtrise de l'énergie, en étroite collaboration avec l'Agence pour l'Economie et la Maîtrise de l'Energie.

L'Agence Nationale pour les Energies Renouvelables est administrée par deux organes: le Conseil de surveillance et la Direction générale.

4.1.2 LA COMMISSION DES MARCHES DE L'ANER

L'ANER a procédé à la nomination de la commission des marchés par note de service N° 20/ME/ANER/DG du 14 février 2014, transmise le 19 mars 2014 à la DCMP, contrairement aux dispositions de l'article 6 de l'Arrêté fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés publics qui dispose : « Au plus tard le 05 janvier de chaque année, les copies des actes de nomination des membres des commissions et de leurs suppléants, visées à l'article 36, alinéa 4 du Code des Marchés publics, sont communiquées à l'Autorité de Régulation des Marchés Publics et à la Direction centrale des Marchés publics »

4.1.3. LA CELLULE DE PASSATION DES MARCHES DU L'ANER

La Cellule de Passation des Marchés (CPM) de l'ANER a été créée par note de service N° 20/ME/ANER/DG du 14 février 2014, transmise le 19 mars 2014 à la DCMP. La Cellule comprend un seul membre.

Il découle de nos échanges avec le Directeur Administratif et Financier, que le coordonnateur de la Cellule et les membres de la commission des marchés n'ont pas suivi de sessions de formation dans le domaine des marchés publics en 2014.

4.1.4 PRODUCTION DU RAPPORT ANNUEL

La Cellule de passation des marchés de l'ANER n'a pas établi le rapport annuel sur la passation et l'exécution des marchés publics au cours de la gestion 2014, en violation des dispositions de l'article 143 du Code des Marchés Publics.

4.1.5. DOCUMENTS DE PROGRAMMATION DE LA PREPARATION DES MARCHES

4.1.5.1 PLAN DE PASSATION DES MARCHES (PPM)

➤ Rappel de la disposition du CMP (article 6)

« Lors de l'établissement de leur budget, les autorités contractantes évaluent le montant total des marchés de fournitures, par catégorie de produits, des marchés par catégorie de services et des marchés de travaux, qu'elles envisagent de passer au cours de l'année concernée et établissent un plan de passation des marchés comprenant l'ensemble de ces marchés, suivant un modèle type fixé par l'Organe de régulation des marchés publics. ...Les autorités contractantes doivent les communiquer à la Direction chargée du contrôle des marchés publics qui en assure la publication ».....

Le plan de passation de l'ANER a été établi conformément au modèle préconisé par l'ARMP et transmis par bordereau le 21 janvier 2014 à la DCMP.

4.1.5.2 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

L'alinéa 3 de l'article 6 du CMP dispose : « les projets de marchés figurant dans le PPM qui doivent donner lieu à une procédure d'appel d'offres comportant un appel public à la concurrence, font l'objet de la publication, par les soins des autorités contractantes, avant la fin du mois de Janvier de l'année prévue pour leur passation d'un avis général établi et publié, selon le modèle arrêté par décision de l'organe chargé de la régulation des marchés publics ».

L'ANER a établi un avis général de passation de marchés qui a été publié dans le Soleil N° 1309 du 21 janvier 2014.

4.1.6. ARCHIVAGE DES DOSSIERS

Le dispositif d'archivage et de classement mis en place par l'ANER pour les dossiers relatifs aux marchés publics est insuffisant. Les marchés examinés ne comportent toujours pas l'ensemble des documents requis.

4.1.7. AUTRES

L'ANER ne dispose pas de registre des marchés, en violation de l'article 67-3 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.

4.2 CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHES EXAMINES

4.2.1. ECHANTILLON

MODE DE PASSATION	FSE			
	RECAPITULATIF DES MARCHES (EN F CFA)		MARCHES SELECTIONNES POUR REVUE (EN F CFA)	
	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE	MONTANT
AO	2	285 348 800	02	285 348 800
DRP	20	111 930 378	10	73 294 446
TOTAL	22	397 279 178	12	358 643 246
TAUX DE COUVERTURE			54.54	90.27

4.2.2 RAPPEL DES SEUILS DE PASSATION DES MARCHES APPLICABLES A L'ENTITE AUDITEE

L'article 53 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés publics dispose à son alinéa 1 : « Pour l'application des procédures décrites au présent Titre, il est tenu compte des seuils suivants relatifs à la valeur estimée des marchés, TVA comprise, pour ce qui concerne les marchés des *Sociétés Nationales, Sociétés Anonymes à participation publique majoritaire, Agences et autres* :

- 50 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles ».

L'ANER est une agence nationale disposant de la personnalité morale. Il en découle que les seuils définis ci-dessus sont ceux applicables à la passation de ses marchés pour les marchés passés avant le 22 septembre 2014.

A compter du 22 septembre 2014, les seuils ci-après sont applicables à la passation des marchés de l'ANER:

- 100 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 60 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 60 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

4.2.3 MARCHES CONCLUS PAR AOO

Notre examen a porté sur deux marchés passés par ce mode au cours de la gestion 2014.

4.2.3.1 > SEUIL DCMP

✓ Rappel de la Disposition réglementaire :

L'arrêté n°012785 du 26 décembre 2012 pris en application des dispositions de l'article 140.a du Code des Marchés publics fixe les seuils d'examen préalable des dossiers d'appel à la concurrence par la

Direction centrale des Marchés Publics avant le lancement de la procédure notamment à son article 1-d en ce qui concerne les Sociétés nationales, Sociétés Anonymes à participation publique majoritaire, Agences et autres comme suit :

Pour les marchés des personnes morales visées à l'article 2.1 d :

- quatre cent (400) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de fournitures ;
- Deux cent (200) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de services et de prestations intellectuelles ;
- Six cent (600) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de travaux.

S'agissant des seuils d'examen de la DCMP des rapports d'analyses comparatives d'offres ou de propositions et des procès-verbaux d'attributions provisoires de marchés établis par les commissions des marchés, l'article 2 de l'arrêté n°012782 du 26/12/2012 les fixe à son article 1.d pour les sociétés nationales et les sociétés à participation publique majoritaire comme suit :

- Deux cent (200) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de fournitures et de services;
- Cent cinquante (150) millions FCFA pour les marchés de services et de prestations intellectuelles ;
- Quatre cent (400) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de travaux.

L'ANER n'a conclu en 2014 aucun marché dont le Seuil est supérieur au Seuil DCMP.

4.2.3.2 MARCHES < SEUIL DCMP

L'ANER a conclu deux marchés dont le seuil est inférieur au seuil de la DCMP présentés ci-après :

✚ **MARCHE N° F 0919/1** Travaux d'électrification par voie solaire de cases des tout-petits d'établissements scolaires, d'établissement de santé, d'établissements religieux et de postes de garde du parc Niokolo - Koba pour un montant de 199 608 800 F CFA ;

✚ **MARCHE N° F 0919/1** Acquisition de véhicules pour un montant de 87 740 000 FCFA

A l'issue de nos travaux, les constats ci-après ont été relevés :

- la non préparation et transmission de la convocation des membres de la CM à l'ouverture des plis et à l'attribution des dispositions de l'article 39 alinéa 1 du décret portant CMP ;
- le procès verbal d'ouverture des plis n'a pas été remis aux candidats contrairement aux dispositions de l'article 67 paragraphe 4 qui stipule que dès la fin des opérations, les informations sont consignées dans un procès verbal et remis à tous les candidats ;
- le procès verbal d'attribution provisoire n'a pas été formellement approuvé par l'AC en violation de l'article 83 alinéas 2,3 du décret portant CMP ;
- l'avis d'attribution définitive n'a pas été publié en violation des dispositions de l'article 85-4 du décret portant CMP ;
- nous avons constaté une défaillance dans l'archivage des dossiers : une bonne partie des dossiers de marchés examinés ne contient pas l'ensemble des documents requis sur les marchés.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à l'ANER de se conformer aux dispositions des articles susvisés du décret portant CMP et de mettre en place un système d'archivage adéquat permettant la traçabilité des documents.

4.2.4 MARCHES CONCLUS PAR AOR

L'ANER n'a conclu en 2014 aucun marché par la procédure d'appel d'offres restreint.

4.2.5 MARCHES DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

L'ANER n'a conclu en 2014 aucun marché de prestations intellectuelles.

4.2.6 MARCHES CONCLUS PAR DRP

Notre revue a porté sur dix (10) marchés passés par la procédure spécifique de demande de renseignements et de prix.

Les constats relevés sont présentés ci-après :

- Pour les marchés dont le seuil dépasse F CFA 3 000 000 pour les fournitures et services ou 5 000 000 F CFA pour les travaux : nous avons constaté que l'ANER n'a pas communiqué à la DCMP, aux fins de publication sur le site des marchés publics les noms des personnes contactées, le nom de l'attributaire et le montant du contrat ce, en violation des dispositions de l'article 78-3b du Code des Marchés Publics.

Il s'agit de :

- ✚ S_ANER_003 : Nettoyement des locaux pour un montant de 8 156 160 F CFA
 - ✚ F_ANER_001 : Achat de fournitures de bureau pour un montant de 7 986 452 F CFA
 - ✚ S_ANER_004 : Prestations d'assurance pour un montant de 16 819 900 F CFA
 - ✚ F_ANER_005 : Achat de matériel et mobilier de bureau pour un montant de 14 304 668 F CFA
 - ✚ C_ANER_001 : Sélection de consultant pour l'Etude sur l'électrification pour un montant de 5 900 000 F CFA
 - ✚ F_ANER_004 : Acquisition de consommables informatiques pour un montant de 7 998 040 F CFA
- Pour la totalité des dix DRP, nous avons constaté que :
 - la date d'ouverture des plis est différente de celle de la date limite de dépôt des offres indiquée dans la lettre d'invitation en violation de l'article 67 du décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics ;
 - aucun document pouvant attester de la capacité juridique des différents soumissionnaires n'a été demandé aux candidats, en violation des articles 44 et 78 alinéa 2 ;
 - l'envoi des lettres d'invitation n'est pas simultané en violation des dispositions de l'article 78 alinéa 2 du décret portant CMP ;
 - l'absence dans le dossier des documents d'exécution physique et financière.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à l'ANER de :

- veiller au respect des dispositions des articles cités ci-dessus du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant code des marchés publics ;
- mettre en place un système d'archivage adéquat permettant la traçabilité des documents.

4.2.7 MARCHES PASSES PAR ENTENTE DIRECTE

Aucun marché n'a été passé par entente directe par l'ANER au cours de la gestion 2014.

4.2.8 AVENANTS

Aucun avenant relatif à ces marchés n'a été conclu par l'ANER au cours de la gestion 2014.

4.2.9 EVALUATION DES FRACTIONNEMENTS POTENTIELS (DEMANDES DE COTATION, AUTRES ACQUISITIONS)

Nous n'avons pas noté des cas de fractionnement concernant les marchés de DRP:

4.2.10 MARCHES AYANT FAIT L'OBJET D'UN RECOURS AUPRES DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS DE L'ARMP

Aucun marché passé par l'ANER n'a fait l'objet de recours en 2014.

4.3 CONSTATS RELATIFS A L' EXECUTION FINANCIERE

Tous les marchés exécutés et ayant fait l'objet de réception dûment attestée par un Procès- verbal de réception régulièrement établi ont été payés par chèques bancaires ou virements s'il y a lieu.

4. 4 CONSTATS RELATIFS A L'AUDIT PHYSIQUE (MATERIALITE, EXECUTION PHYSIQUE)

Dans le cadre de nos travaux notre échantillon a porté sur quatre (04) marchés. Les constats spécifiques aux marchés examinés sont détaillés ci-après.

4.4.1 – FOURNITURE DE VEHICULES A L'ANER

4.4.1.1 DONNEES GENERALES

N °	REFERENCE CONTRAT	NATURE	MONTANT MARCHE FCFA TTC	LOCALISATION
01	F0919/14 du 16 juin 2014	Fourniture	85 740 000	Dakar
❖ Fournisseur:	Sénégalaise de l'automobile			
❖ Financement :	Budget ANER			
❖ Date de notification	22 mai 2014			
❖ Date démarrage	22 mai 2014			
❖ Délai d'exécution	60 jours			
❖ Date de réception	09 juillet 2014			

4.4.1.2- EVALUATION TECHNIQUE

Le marché porte sur la fourniture de six véhicules 4x2 Station wagon.

Les points relevés portent sur les aspects suivants :

- L'appel d'offres a été publié dans le journal le Soleil n°13158 du 03 avril 2014 et le dépôt des offres prévu le 02 mai 2014 date de réunion de la commission des marchés.
- Les cinq offres suivantes ont été reçues par la commission :
 - CFAO Motors
 - CCBM Industrie- Espace Auto
 - L'Africaine de l'Automobile
 - MATFORCE
 - La Sénégalaise de l'Automobile
- Le rapport d'évaluation a été approuvé par la commission des marchés le 08 mai 2014.
- La DCMP par lettre n°002655/MEF/DCMP/DCV/45 du 20 mai 2014 a donné un avis de non objection et l'avis d'attribution provisoire publié dans le journal le Soleil n°13198 du 23 mai 2014.

L'analyse des dossiers techniques et l'inspection visuelle effectuée sur site a permis de faire les observations suivantes :

- le DAO comporte des spécifications techniques détaillées sans mention de marques particulières ;
- la garantie de bonne exécution de la SGBS n°078534 du 30 juin 2014 pour un montant de 4 287 000 FCFA a été fournie ;
- le procès-verbal de réception des véhicules immatriculés au nom de l'administration a été établi le 09 juillet 2014 en présence des membres de la commission et du comptable matière ;
- les bons de sorties des véhicules ont été enregistrés au niveau de la comptabilité matière.

4.4.1.3-RECOMMANDATIONS

Nous n'avons pas de recommandations particulières par rapport au marché.

4.4.1.4- ILLUSTRATIONS PHOTOGRAPHIQUES



Voiture 4X2 KIA

Désignation	Immatriculation	Quantité	Prix Unitaire TTC
Sportage 4X2 BVM E 7577077	AD 22610	01	14 290 000
Sportage 4X2 BVM E 7577160	AD 22408	01	14 290 000
Sportage 4X2 BVM E 7560856	AD 22406	01	14 290 000
Sportage 4X2 BVM E 7560274	AD 22407	01	14 290 000
Sportage 4X2 BVM E 7560728	AD 22409	01	14 290 000
Sportage 4X2 BVM E 7577159	AD 22405	01	14 290 000
Montant Total TTC			85 740 000

Copie PV réception

REPUBLIQUE DU SENEGAL
MINISTERE : E.F.
SERVICE OU ETABLISSEMENT : DMTA

**BON DE SORTIE DEFINITIVE
DE L'EXISTANT N° 126 (1)**

N° 000831
Réf. de Comptabilité des deniers

Modèle n° 2
Instruction générale
Art. 12a, 19a, 19b
Année budgétaire
Chapitre
N° du BC du BL du AC
ou du Mandat

DESIGNATION DES MATIERES		CHIFFRES A COMPTABILISER			OBSERVATIONS
N° Compte Nomenclature (2)	Nature des Matières et articles	QUANTITE		PRIX UNITAIRE	
		Nombre d'unité	Nature de l'unité (3)		
	Vehicule Sportage 4x2 BVI				Suivant Bordereau de l'Usager de la Senegalaise BL n° 0014 en date 09/07/2014 Au profit de l'a- gence nationale pour les energies Renouvelables (ANER)
	AD 224104E 7577077	01	N		
	AD 224074E 7565856	01	N		
	AD 224064E 7565856	01	N		
	AD 224074E 7565274	01	N		
	AD 224094E 7565723	01	N		
	AD 224054E 7577159	01	N		
		06			

CERTIFICATION
Arrêté le présent bon à 06 (Six) Unités
représentant une somme de 06 francs
dont se certifie l'exactitude de la direction du
A 06/07/2014
Le Comptable des matières (4)

DIMINUTION DES PRISES EN CHARGE
Le Comptable des matières soussigné se jour
diminuer ses prises en charge de 06 unités
représentant une somme de 06 francs
A 06/07/2014
Le Comptable des matières (4)

RECEPISSE
Je soussigné N. G. F.
reconnais avoir reçu les biens et
portés au présent bon
A 06/07/2014
Le Reçu (5)

N° 1202199100363
EMPLOI DE L'IMPRIMERIE

(1) Numérotation ininterrompue pour la gestion
(2) Dans l'ordre des articles décrits sur les
pièces justificatives ou dans l'ordre des
comptes de la nomenclature
(3) Litre, kg, mètre, Nbre, etc.
(4) Nom et qualité
(5) Timbre et signature, bon à établir en trois
exemplaires

Enregistrement comptabilité matiere

4.4.2 SELECTION D'UN CONSULTANT POUR LES ETUDES TECHNIQUES POUR LA REALISATION DES TRAVAUX D'ELECTRIFICATION PAR VOIE SOLAIRE.

4.4.2.1 DONNEES GENERALES

N°	REFERENCE CONTRAT	NATURE	MONTANT MARCHE FCFA TTC	LOCALISATION
02	Sans numéro	Prestation intellectuelles	5 900 000	Régions du Sénégal
❖	Consultant		BABACAR Ndiaye	
❖	Financement :		Budget de fonctionnement ANER	
❖	Date d'approbation		25 juin 2014	
❖	Date démarrage		25 juin 2014	
❖	Délai d'exécution		Un mois nom compris délai appel d'offres	
❖	Date de réception		24/11/2014	

4.4.2.2- EVALUATION TECHNIQUE

Le marché porte sur l'étude technique des travaux d'électrification par voie solaire de cases des tout-petits et d'établissement scolaires à travers différentes régions du Sénégal.

Les points relevés portent sur les aspects suivants :

- cinq experts ont été consultés dans le cadre de cette étude et l'ouverture des offres a eu lieu le 23 juin 2014 à 15 heures ;
- le procès-verbal d'attribution est établi le 22 août 2014 à 15 heures.

L'analyse des dossiers techniques a permis de faire les observations suivantes :

- les spécifications techniques de l'étude sont bien détaillées : les outputs attendus, les délais ainsi que les modalités de paiement sont bien définis. Cependant la localisation et le nombre de structures à électrifier ne sont pas spécifiés dans les termes de références, ce qui ne permet pas de définir de façon appropriée la consistance des études ;
- le curriculum du consultant et son expérience sont conformes aux qualifications requises par les TDR. Une note méthodologique détaillée est fournie et présente la démarche qui sera adoptée dans le cadre de ces études :
 - Etudes techniques et financières,
 - Confection DAO,
 - Analyse technique des offres,
 - rédaction des rapports ;
- le rapport technique comportant le bilan de puissance, le dimensionnement des équipements, les notes de calcul ainsi que les schémas électriques de montage comme prévu dans les TDR n'est pas disponible. Le consultant a fourni le Cahier des Prescriptions Techniques ;
- la note méthodologique prévoit une assistance au dépouillement pour l'évaluation des offres. Le rapport d'évaluation technique des offres des travaux ne mentionne pas l'implication du consultant. Cette proposition ne constitue pas cependant une exigence des TDR ;
- un certificat administratif signé du Directeur Général en date du 24 novembre 2014 atteste de l'exécution des études techniques ;
- le paiement intégral a été effectué après remise du Cahier des Prescriptions Techniques et adjudication du marché comme prévu par les TDR.

4.4.2.3-RECOMMANDATIONS

Compte tenu du niveau de complexité des études et l'importance des travaux, nous recommandons de compléter le CCTP par le rapport et les schémas techniques pour compléter la base de référence du suivi et de réception des travaux. Le rapport constitue également une justification des choix techniques opérés et des rendements attendus en fonction des conditions d'environnement.

4.4.3. TRAVAUX D'ELECTRIFICATION PAR VOIE SOLAIRE DE CASES DES TOUT-PETITS D'ETABLISSEMENTS SCOLAIRES, D'ETABLISSEMENTS DE SANTE, D'ETABLISSEMENTS RELIGIEUX ET DE POSTES DE GARDES DU PARC NIOKOLO_KOBA LOT 1 ET LOT 2.

4..4.3.1 DONNEES GENERALES

N°	REFERENCE CONTRAT	NATURE	MONTANT MARCHE FCFA TTC	LOCALISATION
03	T2101/14	Travaux	199 608 800	Régions du Sénégal
❖	Fournisseur:		MINTECH International	
❖	Date de notification :		16 décembre 2014	
❖	Financement :		Budget interne	
❖	Date d'approbation		17 novembre 2014	
❖	Date démarrage		16 décembre 2014	
❖	Délai d'exécution		Cinq mois	
❖	Date de réception provisoire		Pas d'exécution	

4.4.3.2- EVALUATION TECHNIQUE

Le marché porte sur les travaux d'électrification solaire de divers bâtiments publics et religieux à travers le Sénégal. Le marché est divisé en deux lots d'un montant respectif de lot 1 égal à 101 160 220 F CFA TTC et lot 2 de 98 448 580 F CFA TTC.

Les points relevés portent sur les aspects suivants :

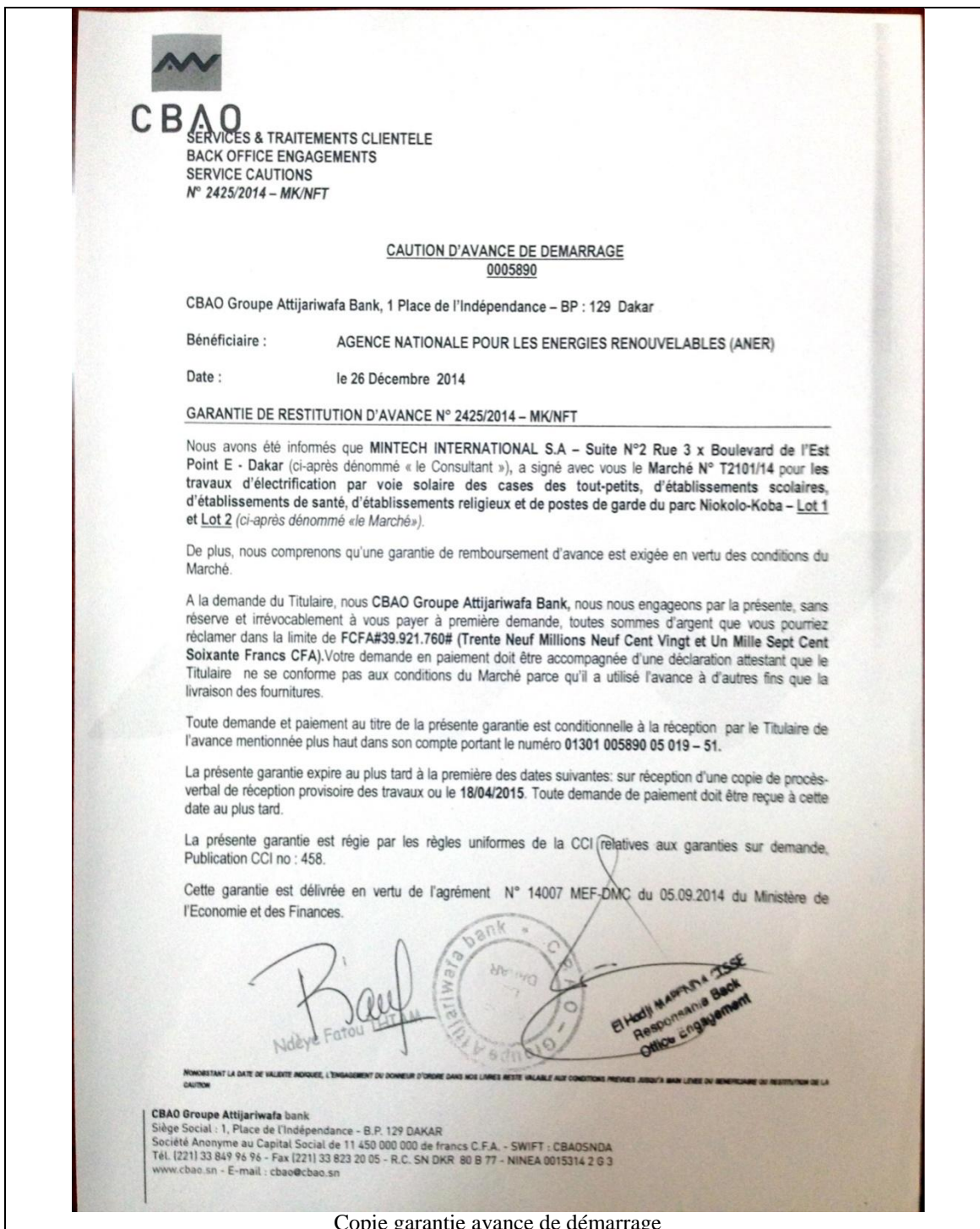
- l'appel d'offres a été publié dans le journal le Soleil du 23 juillet 2014 et la réunion de la commission des marchés a eu lieu le 21 Août 2014 ;
- Cinq plis ont été reçus par la Commission des marchés :
 - MINTECH International
 - ESA ENERGIE
 - MATFORCE
 - EQUIP PLUS
 - ESEIM
- la sous-commission technique n'inclut pas le consultant. Les qualifications des membres ne sont pas précisées ;
- le procès-verbal d'attribution provisoire est établi le 01 septembre 2014 ;
- la DCMP a donné un avis de non objection par lettre du 07 novembre 2014 et l'attribution provisoire publiée dans le journal le Soleil du 29 septembre 2014 ;
- le marché est notifié par lettre du 16 décembre 2014 demandant aussi la caution de l'avance.
- l'analyse des dossiers techniques a permis de faire les observations suivantes :
 - les certificats d'assurances causés à des tiers et l'assurance tout risque chantier prévus par les clauses 7.3.2 et 7.3.4 ne sont pas dans le dossier de gestion technique ;
 - la clause 7.1.1 du CCAP prévoit également une garantie de bonne exécution égale à 5% du montant du marché ;
 - une demande d'avance de démarrage d'un montant de 39 921 760 FCFA TTC a été introduite le 29 décembre 2014. La caution d'avance fournie contient une clause qui rend caduque la garantie depuis le 18 avril 2014. L'avance de démarrage reçue par l'attributaire n'est pas couverte ;
 - à ce jour le marché n'a pas connu un début d'exécution physique. Les copies des lettres de mise en demeure ont toutefois été transmises.

4.4.3.3-RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à l'AC :

- d'adresser une lettre à l'entreprise pour un renouvellement de la caution d'avance de démarrage. La validité de cette caution sera conditionnée par l'établissement d'une attestation de main levée établie par le maître de l'ouvrage ;
- de compléter le dossier administratif et financier par la fourniture des certificats d'assurance comme prévu par le CCAP ;
- d'appliquer les pénalités de retard comme prévues à l'article 21.1 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

4.4.3.4- ANNEXES



CBAO
SERVICES & TRAITEMENTS CLIENTELE
BACK OFFICE ENGAGEMENTS
SERVICE CAUTIONS
N° 2425/2014 – MK/NFT

CAUTION D'AVANCE DE DEMARRAGE
0005890

CBAO Groupe Attijariwafa Bank, 1 Place de l'Indépendance – BP : 129 Dakar

Bénéficiaire : AGENCE NATIONALE POUR LES ENERGIES RENOUVELABLES (ANER)

Date : le 26 Décembre 2014

GARANTIE DE RESTITUTION D'AVANCE N° 2425/2014 – MK/NFT

Nous avons été informés que MINTECH INTERNATIONAL S.A – Suite N°2 Rue 3 x Boulevard de l'Est Point E - Dakar (ci-après dénommé « le Consultant »), a signé avec vous le Marché N° T2101/14 pour les travaux d'électrification par voie solaire des cases des tout-petits, d'établissements scolaires, d'établissements de santé, d'établissements religieux et de postes de garde du parc Niokolo-Koba – Lot 1 et Lot 2 (ci-après dénommé « le Marché »).

De plus, nous comprenons qu'une garantie de remboursement d'avance est exigée en vertu des conditions du Marché.

A la demande du Titulaire, nous CBAO Groupe Attijariwafa Bank, nous nous engageons par la présente, sans réserve et irrévocablement à vous payer à première demande, toutes sommes d'argent que vous pourriez réclamer dans la limite de **CFCA#39.921.760# (Trente Neuf Millions Neuf Cent Vingt et Un Mille Sept Cent Soixante Francs CFA)**. Votre demande en paiement doit être accompagnée d'une déclaration attestant que le Titulaire ne se conforme pas aux conditions du Marché parce qu'il a utilisé l'avance à d'autres fins que la livraison des fournitures.

Toute demande et paiement au titre de la présente garantie est conditionnelle à la réception par le Titulaire de l'avance mentionnée plus haut dans son compte portant le numéro **01301 005890 05 019 – 51**.

La présente garantie expire au plus tard à la première des dates suivantes: sur réception d'une copie de procès-verbal de réception provisoire des travaux ou le **18/04/2015**. Toute demande de paiement doit être reçue à cette date au plus tard.

La présente garantie est régie par les règles uniformes de la CCI relatives aux garanties sur demande, Publication CCI no : 458.

Cette garantie est délivrée en vertu de l'agrément N° 14007 MEF-DMC du 05.09.2014 du Ministère de l'Economie et des Finances.

Handwritten signature: Ndéye Fatou
Handwritten signature: El Hadji MAMPHY

Stamp: Attijariwafa bank - CBAO
Stamp: El Hadji MAMPHY DJSSE Responsaire Back Office engagement

MONTRANT LA DATE DE VALÉRIE INDIQUÉE, L'ENGAGEMENT DU DONNEUR D'ORDRE DANS NOS LIGNES RESTE VALABLE AUX CONDITIONS PRÉVUES JUSQU'À MAIN LEVÉE DU BÉNÉFICIAIRE OU RESTITUTION DE LA CAUTION

CBAO Groupe Attijariwafa bank
Siège Social : 1, Place de l'Indépendance – B.P. 129 DAKAR
Société Anonyme au Capital Social de 11 450 000 000 de francs C.F.A. - SWIFT : CBAOSNDA
Tél. (221) 33 849 96 96 - Fax (221) 33 823 20 05 - R.C. SN DKR 80 B 77 - NINEA 0015314 2 G 3
www.cbao.sn - E-mail : cbao@cbao.sn

Copie garantie avance de démarrage

4.4.4 ACQUISITION DE MOBILIERS DE BUREAU

4.4.4.1. DONNEES GENERALES

N°	REFERENCE CONTRAT	NATURE	MONTANT MARCHE FCFA TTC	LOCALISATION
04	Du 02 décembre 2014	Fourniture	14 304 668	Dakar
❖	Fournisseur:		DAMEL TRADING	
❖	Date de notification :		Le 14 octobre 2014	
❖	Financement :		Budget d'investissement ANER	
❖	Date d'approbation		02 décembre 2014	
❖	Date démarrage		02 décembre 2014	
❖	Délai d'exécution			
❖	Date de réception provisoire		09 décembre 2014	

4.4.4.2- EVALUATION TECHNIQUE

Le marché porte sur la fourniture de divers mobiliers de bureaux pour le siège à Dakar.

Les points relevés portent sur les aspects suivants :

- la lettre de consultation est datée du 01 octobre 2014 pour un dépouillement prévu le 09 octobre 2014. L'attribution provisoire a été prononcée le 14 octobre 2014 ;
- l'analyse des dossiers techniques et l'inspection visuelle effectuée sur site a permis de constater que les fournitures ont été livrées dans un délai d'une semaine. Cependant ce délai n'est pas spécifié dans les propositions et dans le contrat.

4.4.4.3-RECOMMANDATIONS

Nous vous recommandons de mentionner spécifiquement le délai de livraison dans tous les contrats.

4.4.4.4 -ILLUSTRATIONS PHOTOGRAPHIQUES



4.5. SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS DE LA REVUE

SYNTHESE DES OBSERVATIONS ET DES RECOMMANDATIONS

OBSERVATIONS	RECOMMANDATIONS	PERSONNE RESPONSABLE
Une nomination tardive des membres de la commission des marchés.	Veiller à ce que au plus tard le 05 janvier de chaque année, les copies des actes de nomination des membres des commissions et de leurs suppléants, soient communiquées à l'Autorité de Régulation des marchés publics et à la Direction centrale des Marchés publics.	L'ANER/CPM
Le rapport annuel transmis à la DCMP de la cellule de passation des marchés destiné à la DCMP et à l'ARMP n'a pas été préparé.	Veiller au respect de l'article 144 du CMP.	L'ANER/CPM
l'absence de convocations aux membres de la commission des marchés pour les séances de dépouillement et d'attribution provisoire en violation des dispositions de l'article 39 alinéa 1 du décret portant CMP.	Préparer et transmettre les convocations aux membres de la commission cinq jours francs avant la tenue des réunions.	
Les procès verbaux d'attributions provisoire n'ont pas été approuvés par l'autorité compétente.	Se conformer à l'article 83 alinéas 2,3 du décret portant CMP.	L'ANER/CPM/
L'absence de transmission à la DCMP, des procès verbaux d'attribution des marchés passés par DRP et ayant atteint le seuil fixé par la réglementation, aux fins de publication sur le site des marchés publics.	Publier les avis d'attribution des marchés passés par DRP sur le site des marchés publics en application des dispositions de l'article 78 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code marchés publics.	L'ANER /CPM
Le rapporteur de la Cellule n'est pas tellement impliqué dans les dossiers de marchés.	Se conformer aux dispositions de l'arrêté relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés publics.	L'ANER /CPM
L'envoi des lettres d'invitation n'est pas simultanée en violation des dispositions de l'article 78 al 2 du CMP.	Se conformer aux dispositions de l'article 78 aliéna 2 du CMP.	L'ANER/CPM
Aucun document pouvant attester de la capacité juridique des différents soumissionnaires n'a été demandé aux candidats, en violation des dispositions des articles 44 et 78 alinéa 3.	Veiller aux dispositions des articles 44 et 78 alinéa 3, qui disposent que les spécifications techniques doivent être bien précises ainsi que la procédure de consultation.	DAF/CPM
L'évaluation des offres est très sommaire et ne consiste qu'en une comparaison des prix.	Evaluer les offres des soumissionnaires sur la base des seuls critères préalablement définis dans le dossier d'appel à la concurrence et veiller à une plus grande précision de la définition des besoins.	CM/CPM
Les conditions d'éligibilité à la commande publique spécifiées dans l'article 43 du NCMP et les renseignements et justifications requis pour la participation aux marchés publics ne sont pas rappelées dans la lettre de saisine des soumissionnaires conformément aux dispositions des articles 44 à 46 du NCMP.	Mieux formaliser la saisine des entreprises consultées dans le cadre d'une DRP par un courrier en bonne et due forme ; outre les spécifications du besoin objet de la DRP, les délais de soumission des offres etc. ; ledit courrier doit mentionner le nom des fournisseurs destinataires de la lettre de saisine.	CM/CPM

4.6 SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES

L'ANER n'a pas été auditée en 2013.

5. STATISTIQUES DES ANOMALIES

5.1 TABLEAU STATISTIQUE DES ANOMALIES

Anomalies/Marchés	AO 1	AO 2	DR P 1	DR P 2	DR P 3	DR P 4	DRP 5	DRP 6	DRP 7	DRP 8	DR P 9	DR P 10	Total anomalie s	Total marc hés revus	Statistique des anomalies
Nomination tardive des membres de la commission des marchés	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	12	12	100%
Le rapport annuel sur la passation et l'exécution des marchés de l'ANER n'a pas été préparé et n'a donc pas été transmis à la DCMF	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	12	12	100%
l'absence de convocations des membres de la commission des marchés pour les séances de dépouillement et d'attribution provisoire en violation des dispositions de l'article 39 al 1 du décret portant CMP	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	12	12	100%
Les procès verbaux d'attributions provisoire n'ont pas été approuvés par l'autorité compétente	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	12	12	100%
L'absence de transmission à la DCMF, des procès verbaux d'attribution des marchés passés par DRP et ayant atteint le seuil fixé par la réglementation, aux fins de publication sur le site des marchés publics,			1	1	1	1	1	1	1	1			8	12	66%
Le rapporteur de la Cellule n'est pas tellement impliqué dans les dossiers de marchés.	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	12	12	100%
L'envoi des lettres d'invitation n'est pas simultanée en violation des dispositions de l'article 78 al 2 du CMP ;			1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	10	12	83%
Aucun document pouvant attester de la capacité juridique des différents soumissionnaires n'a été demandé aux candidats, en violation des dispositions des articles 44 et 78 alinéa 3 ;			1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	10	12	83%
L'évaluation des offres est très sommaire et ne consiste qu'en une comparaison des prix ;			1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	10	12	83%
Les conditions d'éligibilité à la commande publique spécifiées dans l'article 43 du NCMP et les renseignements et justifications requis pour la participation aux marchés publics ne sont pas rappelées dans la lettre de saisine des soumissionnaires conformément aux dispositions des articles 44 à 46 du NCMP			1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	10	12	83%

ANNEXES

SOMMAIRE DES ANNEXES

ANNEXE 1 : REVUE DETAILLEE DES MARCHES PASSES PAR AOO.....	40
ANNEXE 2 REVUE DETAILLEE DES MARCHES PASSES PAR DRP	45
ANNEXE 3 REponses DE GRANT THORNTON SUR LES COMMENTAIRES DE L'ANER SUR NOTRE RAPPORT PROVISOIRE.....	62
ANNEXE 4 REponses DE L'ANER SUR NOTRE RAPPORT PROVISOIRE	66

1 REVUE DETAILLEE DES MARCHES PASSES PAR AOO

✚ MARCHE N° F 0919/1 ACQUISITION DE VEHICULES

COMMENTAIRE SUR LE MARCHE

Le dossier d'appel d'offres porte sur deux lots relatifs à l'acquisition de matériels de transports.

DONNEES DU MARCHE

Financement	Propre
2. Nom de l'Autorité contractante	Agence Nationale pour les Energies Renouvelables(ANER)
3. Intitulé du marché	acquisition de véhicules
4. Numéro du marché	MARCHE N° F 0919/1
5. Description des biens, travaux ou services	Acquisitions de Véhicules
Date de publication de l'avis d'appel d'offres	Le Soleil du 03 avril 2014
6. Date de dépôt des offres	02/05/2014
7. Date du PV d'ouverture des plis	02/05/2014
8. Nombre d'offres reçues	05
9 Durée de validité des offres	90 jours à compter de la date limite de soumission
10. Date attribution provisoire	08/05/2014
11 Nom de l'attributaire du marché	La Sénégalaise de l'Automobile
Information aux candidats	Oui
11. Date de notification provisoire	22/05/2014
12.. Date de Publication de l'attribution provisoire:	23/05/2014 (journal le Soleil)
13. Date de signature du contrat	10/06/2014
14. Date d'Approbation	16/06/2014
15. Date de notification définitive	24/06/2014
16. Date de publication de l'attribution définitive	Non publiée
17. Délai d'exécution:	30 jours après notification du marché
18. Date ordre de service de commencer	24/06/2015
19. Date de réception des fournitures	09 juillet 2014 BL N° 0014
20. Montant marché:	87 740 000 FCFA
21. Montant inscription budgétaire	95 000 000 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE SOULEVES

Nos travaux nous ont permis de constater les anomalies et non conformités ci-dessous :

- la non préparation et transmission convocation des membres de la CM à l'ouverture des plis et à l'attribution des dispositions de l'article 39 alinéa 1 du décret portant CMP ;
- le procès verbal d'ouverture des plis n'a pas été remis aux candidats contrairement aux dispositions de l'article 67 paragraphe 4 qui stipule que des la fin des opérations, les informations sont consignées dans un procès verbal et remis à tous les candidats ;
- le procès verbal d'attribution provisoire n'a pas fait l'objet d'approbation formelle par l'AC en violation de l'article 83 alinéa 2,3 du décret portant CMP ;
- l'avis d'attribution définitive n'a pas été publié en violation des dispositions de l'article 85-4 du décret portant CMP ;
- nous avons constaté une défaillance dans l'archivage des dossiers : une bonne partie des dossiers de marchés examinés ne contient pas l'ensemble des documents requis sur les marchés.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à l'ANER de veiller au respect des dispositions des articles cités ci-dessus du Décret 2011--1048 du 27 juillet 2011, portant code des marchés publics.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

L'ANER n'a pas respecté les dispositions du Décret 2011--1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.

✚ MARCHE N° F 0919/1

TRAVAUX D'ELECTRIFICATION PAR VOIE SOLAIRE DE CASE DES TOUT- PETITS D'ETABLISSEMENT SCOLAIRES, D'ETABLISSEMENT DE SANTE, D'ETABLISSEMENT RELIGIEUX ET DE POSTES DE GARDE DU PARC NIOKOLO-KOBA

COMMENTAIRE SUR LE MARCHE

Le dossier d'appel d'offres est relatif aux Travaux d'électrification par voie solaire de case des tous petits d'établissement scolaires, d'établissement de santé, d'établissement religieux et de postes de garde du parc Niokolo-Koba.

DONNEES DU MARCHE

Financement	Propre
2. Nom de l'Autorité contractante	Agence Nationale pour les Energies Renouvelables(ANER)
3. Intitulé du marché	Travaux d'électrification par voie solaire de case des tout-petits d'établissement scolaires, d'établissement de santé, d'établissement religieux et de postes de garde du parc Niokolo-Koba
4. Numéro du marché	MARCHE N° T2101/14
5. Description des biens, travaux ou services	Travaux d'électrification par voie solaire de case des tout-petits d'établissement scolaires, d'établissement de santé, d'établissement religieux et de postes de garde du parc Niokolo-Koba
Date de publication de l'avis d'appel d'offres	Le Soleil du 23 juillet 2014
6. Date de dépôt des offres	21/ 08 /2014
7. Date du PV d'ouverture des plis	21/ 08 /2014
8. Nombre d'offres reçues	05
9 Durée de validité des offres	90 jours à compter de la date limite de soumission
10. Date attribution provisoire	01/09/2014
11 Nom de l'attributaire du marché	MINTECH International Sa
11. Date de notification provisoire	03/10/2014
12.. Date de Publication de l'attribution provisoire	29/09/2014 (journal le Soleil)
13. Date de signature du contrat	20/10/2014
14. Date d'Approbation	17/11/2014
15. Date de notification définitive	16/12/2014
16.Date de publication de l'attribution définitive	Non publié
7. Délai d'exécution	5 mois à compter de la date de notification
18. Date ordre de service de commencer	N/A
19. Date de réception des fournitures	09 juillet 2014 BL N° 0014
20. Montant marché	(199 608 800) Lot1 : 101 160 220 FCFA TTC Lot 2 : 98 448 580 FCFA TTC
21. Montant inscription budgétaire	250 000 000 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE SOULEVES

Nos travaux nous ont permis de constater les anomalies et points de non conformité ci-après :

- la non préparation et transmission de la convocation des membres de la CM à l'ouverture des plis et à l'attribution des dispositions de l'article 39 alinéa 1 du décret portant CMP ;
- le procès verbal d'ouverture des plis n'a pas été remis aux candidats contrairement aux dispositions de l'article 67 paragraphe 4 qui stipule que dès la fin des opérations, les informations sont consignées dans un procès verbal et remis à tous les candidats ;
- le procès verbal d'attribution provisoire n'a pas été formellement approuvé par l'AC en violation de l'article 83 alinéas 2,3 du décret portant CMP ;
- l'avis d'attribution définitive n'a pas été publié en violation des dispositions de l'article 85-4 portant code des marchés publics;
- nous avons constaté une défaillance dans l'archivage des dossiers : une bonne partie des dossiers de marchés examinés ne contient pas l'ensemble des documents requis sur les marchés.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à l'ANER de veiller au respect des dispositions des articles cités ci-dessus du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

L'ANER n'a pas respecté les dispositions du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.

**ANNEXE 2 REVUE DETAILLEE DES MARCHES PASSES PAR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX**

DRP FOURNITURE MOBILIER DE BUREAU

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La demande de renseignement de prix est relative à la fourniture de matériel de bureau d'un montant de 14 304 668 FCFA.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	ETAT
2. Nom de l'Autorité contractante	ANER
3. Intitulé du marché	Fourniture de mobilier de bureau
4. Numéro du marché	F_ANER_001
5. Description des biens, travaux ou service	Mobilier de bureau
6. Nom de l'attributaire du marché	DAMEL TRADING
7. Nombre d'offres reçues,	4
9: Date de publicité de la demande de prix ou de la lettre d'invitation	01/10/2014
11 Date limite de dépôt des offres	09 octobre 2014
12. Date ouverture des plis	14/10/2014
13. Date d'attribution	14/10/2014
14. Date de signature et approbation contrat (si requis)	02/12/2014
15. Date Ordre de service de commencer	N/A
16. Date de démarrage effectif de prestation	N/A
17. Délai d'exécution	N/A
18. Date de réception	09/12/2014
19. Montant du marché	14 304 668 F CFA
20. Montant du Budget	15 004 616 F CFA
21. Délai de validité offre	90 jours

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater les non conformités suivantes:

- la date d'ouverture des plis est différente de celle de la date limite de dépôt des offres indiquée dans la lettre d'invitation en violation de l'article 67 du décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics ;
- le non respect de l'article 78-3-b du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics qui dispose : « l'autorité contractante doit lorsque le marché atteint le seuil de 5 000 000 F CFA communiquer à l'organe chargé du contrôle des marchés publics, qui assure la collecte et l'analyse des données ainsi que l'établissement des statistiques sur les marchés publics, la liste des personnes consultées, le nom de l'attributaire ainsi que la nature et le montant du marché »;
- la non préparation et transmission de la convocation à l'ouverture des plis et à l'attribution des dispositions de l'article 39 alinéa 1 du décret portant CMP ;
- la non approbation formelle du procès verbal d'attribution provisoire par l'Autorité contractante en violation de l'article 83 alinéa 2,3 du décret portant CMP ;
- l'envoi des lettres d'invitation n'est pas simultané en violation des dispositions de l'article 78 alinéa 2 dudit décret.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à l'ANER de veiller au respect des dispositions des articles cités ci-dessus du décret 2011--1048 du 27 juillet 2011, portant code des marchés publics.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

L'ANER n'a pas respecté les dispositions du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.

.

DRP FOURNITURE MOBILIER DE BUREAU

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La demande de renseignement de prix est relative à la fourniture de bureau d'un montant de 6 990 532 F CFA.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	ETAT
2. Nom de l'Autorité contractante	ANER
3. Intitulé du marché	Fourniture de bureau
4. Numéro du marché	F_ANER_001
5. Description des biens, travaux ou service	fourniture de bureau de bureau
6. Nom de l'attributaire du marché	DAMEL TRADING
7. Nombre d'offres reçues,	5
9: Date de publicité de la demande de prix ou de la lettre d'invitation	24/03/2014
10. Date ouverture des plis	18/04/2014
11 Date limite de dépôt des offres	31 mars 2014
13. Date d'attribution	18/04/2014
14. Date de signature et approbation contrat (si requis)	25/05/2014
15. Date Ordre de service de commencer	N/A
16. Date de démarrage effectif de prestation	N/A
17. Délai d'exécution	N/A
18. Date de réception	04/06/2014
19. Montant du marché	6 990 532 F CFA
20 Montant du Budget	8 000 000 F CFA
21. Délai validité offre	90 jours

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater les non conformités suivantes:

- la date d'ouverture des plis est différente de celle de la date limite de dépôt des offres indiquée dans la lettre d'invitation en violation de l'article 67 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics ;
- le non respect de l'article 78-3-b du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics qui stipule que l'autorité contractante doit, lorsque le marché atteint le seuil de 5 000 000 FCFA, communiquer à l'organe chargé du contrôle des marchés publics, qui assure la collecte et l'analyse des données ainsi que l'établissement des statistiques sur les marchés publics, la liste des personnes consultées, le nom de l'attributaire ainsi que la nature et le montant du marché ;
- la non préparation et transmission de la convocation des membres de la CM à l'ouverture des plis et à l'attribution en violation des dispositions de l'article 39 alinéa 1 du décret portant CMP ;
- la non approbation de procès verbal d'attribution provisoire par l'Autorité contractante en violation de l'article 83 alinéa 2,3 du décret portant CMP ;
- l'envoi des lettres d'invitation n'est pas simultanée, en violation des dispositions de l'article 78 alinéa 2 dudit décret.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à l'ANER de veiller au respect des dispositions des articles cités ci-dessus du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

L'ANER n'a pas respecté les dispositions du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.

.

+ DRP ASSURANCE MALADIE

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La demande de renseignement de prix est relative à l'assurance maladie du personnel d'un montant de 19 714 200 FCFA.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	ETAT
2. Nom de l'Autorité contractante	ANER
3. Intitulé du marché	ASSURANCE MALADIE
4. Numéro du marché	S_ANER-004
5. Description des biens, travaux ou service	Assurance du personnel
6. Nom de l'attributaire du marché	ASKIA
7. Nombre d'offres reçues,	2
9: Date de publicité de la demande de prix ou de la lettre d'invitation	25/02/2014
Date limite de dépôts des offres	05 mars 2014
10.Date ouverture des plis	06/03/2014
11. Date d'attribution	18/03/2014
12. Date de signature et approbation contrat (si requis)	04/03/2014
13. Date Ordre de service de commencer	N/A
14. Date de démarrage effectif de prestation	N/A
15. Délai d'exécution	N/A
16. Date de réception	N/A
17. Montant du marché	16 819 900 F CFA
18. Montant du Budget	24 750 000 F CFA
20. Délai validité offre	90 jours

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater les non conformités suivantes:

- la date d'ouverture des plis est différente de celle de la date limite de dépôt des offres indiquée dans la lettre d'invitation en violation de l'article 67 du décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics ;
- le non respect de l'article 78-3-b du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics qui stipule que l'autorité contractante doit, lorsque le marché atteint le seuil de 5 000 000 F CFA, communiquer à l'organe chargé du contrôle des marchés publics, qui assure la collecte et l'analyse des données ainsi que l'établissement des statistiques sur les marchés publics, la liste des personnes consultées, le nom de l'attributaire ainsi que la nature et le montant du marché ;
- la non préparation et transmission de la convocation des membres de la CM à l'ouverture des plis et à l'attribution des dispositions de l'article 39 alinéa 1 du décret portant CMP ;
- la non approbation de procès verbal d'attribution provisoire par l'Autorité contractante en violation de l'article 83 alinéas 2,3 du décret portant CMP ;
- la réception des lettres d'invitation n'est pas simultanée en violation des dispositions de l'article 78 alinéa 2 dudit décret.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à l'ANER de veiller au respect des dispositions des articles cités ci-dessus du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

L'ANER n'a pas respecté les dispositions du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.

DRP IMPRESSION CARTE DE VISITE ET BROCHURE

COMMENTAIRES SUR LE MARCHÉ

La demande de renseignement de prix est relative à l'impression de carte visite et de brochure d'un montant de 1 210 680 FCFA.

DONNEES SUR LE MARCHÉ

1. Financement	ETAT
2. Nom de l'Autorité contractante	ANER
3. Intitulé du marché	IMPRESSION BROCHURE ET CARTE VISITE
4. Numéro du marché	S_ANER_005
5. Description des biens, travaux ou service	carte visite
6. Nom de l'attributaire du marché	LES POINTILLEUX
7. Nombre d'offres reçues,	5
9: Date de publicité de la demande de prix ou de la lettre d'invitation	25/02/2014
10.Date ouverture des plis	20/02/2014
11. Date de signature et approbation contrat (si requis)	N/A
12. Date d'attribution	20/02/2014
13. Date Ordre de service de commencer	N/A
14. Date de démarrage effectif de prestation	N/A
15. Délai d'exécution	N/A
16. Date de réception	20/03/2014
17. Montant du marché	1 210 680 FCFA
18. Montant du Budget	4 500 000 F CFA
19. Delai de validité de l'offre	90 jours

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater les non conformités suivantes:

- la date d'ouverture des plis est différente de celle de la date limite de dépôt des offres indiquée dans la lettre d'invitation en violation de l'article 67 du décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics ;
- la non approbation du procès verbal d'attribution provisoire par l'Autorité contractante en violation de l'article 83 alinéas 2,3 du décret portant CMP ;
- l'envoi des lettres d'invitation n'est pas simultané en violation des dispositions de l'article 78 alinéa 2 dudit décret.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à l'ANER de veiller au respect des dispositions des articles cités ci-dessus du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHÉ

Hormis les manquements soulevés, l'ANER a globalement respecté les dispositions du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.

DRP CONSOMMABLE INFORMATIQUE

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La demande de renseignement de prix est relative à la fourniture de rames de papier d'un montant de 1 726 340 FCFA.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	ETAT
2. Nom de l'Autorité contractante	ANER
3. Intitulé du marché	Consommable informatique
4. Numéro du marché	F_ANER_003
5. Description des biens, travaux ou service	Rames papiers
6. Nom de l'attributaire du marché	SUNU DISTRIBUTION
7. Nombre d'offres reçues	5
9. Date de publicité de la demande de prix ou de la lettre d'invitation	17/07/2014
10. Date limite de dépôts des offres	24 juillet 2014
11. Date ouverture des plis	11/08/2014
12. Date d'attribution	11/08/2014
13. Date de signature et approbation contrat (si requis)	N/A
14. Date Ordre de service de commencer	N/A
15. Date de démarrage effectif de prestation	N/A
16. Délai d'exécution	N/A
17. Date de réception	18/09/2014
18. Montant du marché	1 726 340 F CFA
19. Montant du Budget	8 000 000 F CFA
20. Délai validité offre	90 jours

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater les non conformités suivantes:

- la date d'ouverture des plis est différente de celle de la date limite de dépôt des offres indiquée dans la lettre d'invitation en violation de l'article 67 du décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics ;
- la non préparation et transmission de la convocation des membres de la CM à l'ouverture des plis et à l'attribution en violation des dispositions de l'article 39 alinéa 1 du décret portant CMP ;
- la non approbation de procès verbal d'attribution provisoire par l'Autorité contractante en violation de l'article 83 alinéas 2,3 du décret portant CMP ;
- l'envoi des lettres d'invitation n'est pas simultané en violation des dispositions de l'article 78 alinéa 2 dudit décret.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à l'ANER de veiller au respect des dispositions des articles cités ci-dessus du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

L'ANER n'a pas respecté les dispositions du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.

DRP ACHAT D'ETUDE ET DE PRESTATION

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La demande de renseignement de prix est relative à l'achat d'étude et de prestation pour l'électrification d'un montant de 5 900 000 FCFA.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	ETAT
2. Nom de l'Autorité contractante	ANER
3. Intitulé du marché	Achat étude et prestation
4. Numéro du marché	C_ANER_001
5. Description des biens, travaux ou service	
6. Nom de l'attributaire du marché	BABACAR NDIAYE
7. Nombre d'offres reçues	2
9: Date de publicité de la demande de prix ou de la lettre d'invitation	12/05/2014
10 Date limite de dépôt des offres	20 juin 2014
11.Date ouverture des plis	23/06/2014
12. Date d'attribution	N/A
13. Date de signature et approbation contrat (si requis)	25/06/2014
14. Date Ordre de service de commencer	N/A
15. Date de démarrage effectif de prestation	N/A
16. Délai d'exécution	N/A
17. Date de réception	24/11/2014
18. Montant du marché	5 900 00 F CFA
19. Montant du Budget	13 000 000 F CFAA
20. Delai de validité de l'offre	90 jours

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater les non conformités suivantes:

- la date d'ouverture des plis est différente de celle de la date limite de dépôt des offres indiquée dans la lettre d'invitation en violation de l'article 67 du décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics ;
- la non préparation et transmission de la convocation des membres de la CM à l'ouverture des plis et à l'attribution des dispositions de l'article 39 alinéa 1 du décret portant CMP ;
- la non approbation de procès verbal d'attribution provisoire par l'Autorité contractante en violation de l'article 83 alinéas 2,3 du décret portant CMP ;
- l'envoi des lettres d'invitation n'est pas simultané en violation des dispositions de l'article 78 alinéa 2 dudit décret ;
- le non respect de l'article 78-3-b du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics qui stipule que l'autorité contractante doit lorsque le marché atteint le seuil de 5 000 000 FCFA communiquer à l'organe chargé du contrôle des marchés publics, qui assure la collecte et l'analyse des données ainsi que l'établissement des statistiques sur les marchés publics, la liste des personnes consultées, le nom de l'attributaire ainsi que la nature et le montant du marché.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à l'ANER de veiller au respect des dispositions des articles cités ci-dessus du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

L'ANER n'a pas respecté les dispositions du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.

DRP FOURNITURE DE BUREAU

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La demande de renseignement de prix est relative à la fourniture de bureau pour l'électrification d'un montant de 5 900 000 FCFA.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	ETAT
2. Nom de l'Autorité contractante	ANER
3. Intitulé du marché	Acquisition de fourniture
4. Numéro du marché	F_ANER_005
5. Description des biens, travaux ou service	Fourniture de bureau
6. Nom de l'attributaire du marché	GROUPOO
7. Nombre d'offres reçues,	4
9: Date de publicité de la demande de prix ou de la lettre d'invitation	non communiquée
10.Date ouverture des plis	09/12/2014
11. Date de signature et approbation contrat (si requis)	15/12/2014
12. Date de publication des résultats	non communiquée
13. Date Ordre de service de commencer	N/A
14. Date de démarrage effectif de prestation	N/A
15. Délai d'exécution	30 jours à compter de la date de signature du contrat
16. Date de réception	19/12/2014
17. Montant du marché	5 900 00 F CFA
18. Montant du Budget	8 000 000 F CFA
19. Delai de validité de l'offre	90 jours

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater les non conformités suivantes:

- la date d'ouverture des plis est différente de celle de la date limite de dépôt des offres indiquée dans la lettre d'invitation en violation de l'article 67 du décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics ;
- le non respect de l'article 78-3-b du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics qui stipule que l'autorité contractante doit, lorsque le marché atteint le seuil de 5 000 000 FCFA, communiquer à l'organe chargé du contrôle des marchés publics, qui assure la collecte et l'analyse des données ainsi que l'établissement des statistiques sur les marchés publics, la liste des personnes consultées, le nom de l'attributaire ainsi que la nature et le montant du marché ;
- la non préparation et transmission de la convocation des membres de la CM à l'ouverture des plis et à l'attribution des dispositions de l'article 39 alinéa 1 du décret portant CMP ;
- la non approbation de procès verbal d'attribution provisoire par l'Autorité contractante en violation de l'article 83 alinéas 2,3 du décret portant CMP ;
- l'envoi des lettres d'invitation n'est pas simultané en violation des dispositions de l'article 78 alinéa 2 dudit décret.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à l'ANER de veiller au respect des dispositions des articles cités ci-dessus du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant code des marchés publics.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

L'ANER n'a pas respecté les dispositions du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.

DRP REPARATION DE VEHICULE

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La demande de renseignement de prix est relative à la réparation de véhicule d'un montant de 1 148 647 FCFA.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	ETAT
2. Nom de l'Autorité contractante	ANER
3. Intitulé du marché	réparation de véhicule Mégane
4. Numéro du marché	S_ANER_001
5. Description des biens, travaux ou service	réparation de véhicule Mégane
6. Nom de l'attributaire du marché	GARAGE IBRA GUEYE
7. Nombre d'offres reçues,	4
9: Date de publicité de la demande de prix ou de la lettre d'invitation	03/09/2014
10 Date limite de dépôt des offres	08 /09/2014
11. Date ouverture des plis	10/09/2014
12. Date de signature et approbation contrat (si requis)	N/A
13. . Date d'attribution	10/09/2014
14. Date Ordre de service de commencer	N/A
15. Date de démarrage effectif de prestation	N/A
16. Délai d'exécution	N/A
17. Date de réception	24/11/2014
18. Montant du marché	1 148 647 F CFA
19. Montant du Budget	2 500 000 F CFA
20. Délai validité offre	90 jours

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater les non conformités suivantes:

- la date d'ouverture des plis est différente de celle de la date limite de dépôt des offres indiquée dans la lettre d'invitation en violation de l'article 67 du décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics ;
- concernant l'exécution, faute de documents y afférents (Ordre de service, PV de réception) nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur sa conformité.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à l'ANER de veiller au respect des dispositions des articles cités ci-dessus du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics et de mettre en place un système d'archivage adéquat.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

Hormis les manquements soulevés, l'ANER a globalement respecté les dispositions du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics. Cependant pour l'exécution, nous ne pouvons nous prononcer faute de documents.

DRP ENTRETIEN GENERAL DES SPLIT

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La demande de renseignement de prix est relative à l'entretien général des split d'un montant de 1 099 760 FCFA.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	ETAT
2. Nom de l'Autorité contractante	ANER
3. Intitulé du marché	Entretien général des split de l'ANER
4. Numéro du marché	S_ANER_002
5. Description des biens, travaux ou service	Entretien général des split de l'ANER
6. Nom de l'attributaire du marché	LANSAR GIE
7. Nombre d'offres reçues,	5
9: Date de publicité de la demande de prix ou de la lettre d'invitation	18/07/2014
10 Date limite de dépôt des offres	24 juillet 2014
11. Date ouverture des plis	31/07/2014
12. Date d'attribution	31/07/2014
13. Date de signature et approbation contrat (si requis)	N/A
14. Date Ordre de service de commencer	N/A
15. Date de démarrage effectif de prestation	N/A
16. Délai d'exécution	N/A
17. Date de réception	06/08/2014
18. Montant du marché	1 099 760 F CFA
19. Montant du Budget	2 500 000 F CFA
20. Delai de validité de l'offre	90 jours

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater les non conformités suivantes:

- la date d'ouverture des plis est différente de celle de la date limite de dépôt des offres indiquée dans la lettre d'invitation en violation de l'article 67 du décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics ;
- l'envoi des lettres d'invitation n'est pas simultané en violation des dispositions de l'article 78 alinéa 2 dudit décret.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à l'ANER de veiller au respect des dispositions des articles cités ci-dessus du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

Hormis les manquements soulevés, l'ANER a globalement respecté les dispositions du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.

DRP ENTRETIEN MATERIEL IMMOBILIER

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La demande de renseignement de prix est relative à l'entretien du matériel immobilier d'un montant de 8 156 160 F CFA TTC FCFA.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	ETAT
2. Nom de l'Autorité contractante	ANER
3. Intitulé du marché	Entretien et maintenance de biens immobiliers
4. Numéro du marché	S_ANER_003
5. Description des biens, travaux ou service	Nettoisement des locaux
6. Nom de l'attributaire du marché	ACA INTERNATIONAL SUARL
7. Nombre d'offres reçues	5
9: Date de publicité de la demande de prix ou de la lettre d'invitation	non communiquée
10.Date ouverture des plis	27/12/2013
11. Date de signature et approbation contrat (si requis)	N/A
12. Date d'attribution	27/12/2013
13. Date Ordre de service de commencer	N/A
14. Date de démarrage effectif de prestation	N/A
15. Délai d'exécution	N/A
16. Date de réception	01/04/2014
17. Montant du marché	8 156 160 F CFA TTC
18. Montant du Budget	4 000 000 F CFA
19. Delai de validité de l'offre	90 jours

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater les non conformités suivantes:

- la date d'ouverture des plis est différente de celle de la date limite de dépôt des offres indiquée dans la lettre d'invitation en violation de l'article 67 du décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics ;
- le non respect de l'article 78-3-b du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics qui stipule que l'autorité contractante doit, lorsque le marché atteint le seuil de 5 000 000 FCFA, communiquer à l'organe chargé du contrôle des marchés publics, qui assure la collecte et l'analyse des données ainsi que l'établissement des statistiques sur les marchés publics, la liste des personnes consultées, le nom de l'attributaire ainsi que la nature et le montant du marché ;
- la non préparation et transmission des convocations des membres de la CM à l'ouverture des plis et à l'attribution des dispositions de l'article 39 alinéa 1 du décret portant CMP ;
- la non approbation de procès verbal d'attribution provisoire par l'Autorité contractante en violation de l'article 83 alinéas 2,3 du décret portant CMP ;
- l'envoi des lettres d'invitation n'est pas simultané en violation des dispositions de l'article 78 alinéa 2 dudit décret.

RECOMMANDATION

Nous recommandons à l'ANER de veiller au respect des dispositions des articles cités ci-dessus du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant code des marchés publics.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

L'ANER n'a pas respecté les dispositions du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.

**ANNEXE 3 OBSERVATIONS DE GRANT THORNTON SUR LES
COMMENTAIRES DE L'ANER SUR NOTRE RAPPORT PROVISOIRE**

Dakar, le 07 septembre 2015

**A Monsieur le Directeur Général de
l'Agence Nationale des Energies Renouvelables**

DAKAR- SENEGAL

V/Référence : Courrier n° 000561-15 /ANER/DG/DAF du 25 août 2015

N/Réf : 0564/2015/MG/AKA/FBN

Objet : Réponse aux commentaires de l'Agence nationale des Energies renouvelables à notre rapport provisoire sur la revue indépendante des marchés conclus au titre de l'exercice 2013

Monsieur le Directeur Général,

Nous accusons réception de votre lettre citée en seconde référence, par laquelle vous nous transmettez vos observations sur le rapport issu de la Revue indépendante des marchés conclus en 2014 par l'ANER.

Nous vous en remercions et vous prions de trouver en annexe les réponses du Cabinet sur lesdites observations.

Nous vous en souhaitons bonne réception et vous prions d'agréer, **Monsieur le Directeur général**, l'assurance de notre considération distinguée.

Mansour GAYE
Associé



**REPONSES DE GRANT THORNTON AUX OBSERVATIONS DE L'ANER SUR LE
RAPPORT PROVISOIRE DE REVUE INDEPENDANTE DES MARCHES CONCLUS EN
2014**

CONSTATS D'AUDIT	OBSERVATIONS DE L'ANER	REPONSES DU CONSULTANT
Une nomination tardive des membres de la commission des marchés.	L'agence a été créée par décret du 17 mai 2013. Le processus de mise en place du personnel a commencé en fin d'année 2013 et s'est poursuivi en 2014. Le personnel qui devait composer la commission des marchés n'a été disponible qu'au début de l'année 2014. C'est ce qui explique ce retard de quelques semaines dans la mise en place de cette commission (14 février 2014)	Veiller à ce que au plus tard le 05 janvier de chaque année, les copies des actes de nomination des membres des commissions et de leurs suppléants, soient communiquées à l'Autorité de Régulation des Marchés Publics et à la Direction Centrale des Marchés Publics. Constat maintenu
Le rapport annuel de la cellule de passation des marchés destiné à la DCMP et à l'ARMP n'a pas été préparé.	Aucune réponse de l'autorité contractante sur ce point.	Veiller au respect de l'article 144 du CMP. Constat maintenu
l'absence de convocations aux membres de la commission des marchés pour les séances de dépouillement et d'attribution provisoire en violation des dispositions de l'article 39 alinéa 1 du décret portant CMP.	Aucune réponse de l'autorité contractante sur ce point	Préparer et transmettre les convocations aux membres de la commission cinq jours francs avant la tenue des réunions Constat maintenu
Les procès verbaux d'attributions provisoire n'ont pas été approuvés par l'autorité compétente.	Aucune réponse de l'autorité contractante sur ce point	Se conformer à l'article 83 alinéas 2,3 du décret portant CMP. Constat maintenu
L'absence de transmission à la DCMP, des procès verbaux d'attribution des marchés passés par DRP et ayant atteint le seuil fixé par la réglementation, aux fins de publication sur le site des marchés publics.	Aucune réponse de l'autorité contractante sur ce point	Publier les avis d'attribution des marchés passés par DRP sur le site des marchés publics en application des dispositions de l'article 78 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code marchés publics. Constat maintenu
L'envoi des lettres d'invitation n'est pas simultané en violation des dispositions de l'article 78 al 2 du CMP.	Les difficultés liées à la mobilité urbaine empêchent l'agent chargé du courrier de transmettre le même jour toutes les lettres d'invitation aux entreprises ciblées	Se conformer aux dispositions de l'article 78 aliéna 2 du CMP Constat maintenu

CONSTATS D'AUDIT	OBSERVATIONS DE L'ANER	REPONSES DU CONSULTANT
Aucun document pouvant attester de la capacité juridique des différents soumissionnaires n'a été demandé aux candidats, en violation des dispositions des articles 44 et 78 alinéa 3.	Aucune réponse de l'autorité contractante sur ce point	Veiller aux dispositions des articles 44 et 78 alinéa 3, qui stipulent que les spécifications techniques doivent être bien précises ainsi que la procédure de consultation. Constat maintenu
L'évaluation des offres est très sommaire et ne consiste qu'en une comparaison des prix.	Les évaluations ne sont pas uniquement basées sur une comparaison des prix. La commission des marchés évalue d'abord la conformité en fonction des critères et spécifications demandées. Suivant la complexité du marché un rapport détaillé est produit par une commission technique mise en place. Les rapports peuvent être mis à votre disposition	Les rapports d'évaluation des DRP que nous avons eu à examiner sont sommaires car les spécifications demandées ne sont pas détaillées et les critères de qualifications ne sont pas définis. Constat maintenu
MARCHE N° F 0919/1 Travaux d'électrification par voie solaire de case des tous petits d'établissement scolaires, d'établissement de santé, d'établissement religieux et de postes de garde du parc Niokolo - Koba l'absence de la garantie de bonne exécution en violation de l'arrêté N° 012791 du 26 décembre 2012 pris en application de l'article 114 du code des marchés publics fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution	Production d'une copie de la garantie de bonne exécution	Nous avons pris acte après votre envoi des pièces y relatives. CONSTAT LEVE
AUDIT PHYSIQUE MARCHE N° F 0919/1 Travaux d'électrification par voie solaire de case des tous petits d'établissement scolaires, d'établissement de santé, d'établissement religieux et de postes de garde du parc Niokolo – Koba A ce jour le marché n'a pas connu un début d'exécution physique. Le dossier ne comporte pas de correspondances liées au retard observé dans l'exécution des travaux	Copie lettres de mise en demeure fournies	Nous avons pris acte après votre envoi des pièces y relatives. CONSTAT LEVE

ANNEXE 4 REPONSES DE L'ANER SUR NOTRE RAPPORT PROVISoire

000561-15/ANER/DG/DAF

Courrier Arrivee
Le, 25/08/15
N° 311

Dakar, le 24 AUG 2015

OBJET : Observation sur rapport provisoire

REF : VL du 17 août 2015

Monsieur,

J'accuse réception de votre rapport provisoire sur la revue indépendante de la conformité de la passation des marchés au titre de la gestion 2014 de l'ANER.

En retour, je voudrais vous faire parvenir en annexe les observations sur certains points soulevés dans ledit rapport.

Veuillez agréer, **Monsieur**, l'expression de mes salutations distinguées.

PJ : 01

A

Monsieur Mansour GAYE

Associé au Cabinet Grant Thornton

DAKAR



Djiby NDIAYE



Observations sur le rapport provisoire

Suite à votre rapport provisoire de la revue indépendante de la conformité de la passation des marchés (gestion 2014), je voudrais vous faire parvenir les observations sur les points ci après dudit rapport.

1- Constats d'ordre général

- ✓ La nomination tardive de la commission des marchés publique

Je voudrais rappeler que l'Agence Nationale pour les Energies Renouvelables (ANER) a été créée par décret du 17 mai 2013. Le processus de mise en place du personnel a commencé en fin d'année 2013 et s'est poursuivi en 2014. Le personnel qui devrait composer la commission des marchés n'a été disponible qu'en début de l'année 2014. C'est ce qui explique ce retard de quelques semaines dans la mise en place de la commission des marchés (14 février 2014). A cette date aucun marché n'a été lancé.

- ✓ L'absence de simultanéité dans la transmission des lettres d'invitation de certaines DRP

Les difficultés liées à la mobilité urbaine empêchent souvent l'agent chargé courrier de transmettre le même jour toutes les lettres d'invitation aux entreprises ciblées.

- ✓ Rapports d'évaluation sommaires

Les évaluations ne sont pas uniquement basées sur une comparaison des prix. La commission des marchés de l'ANER évalue d'abord la conformité en fonction des critères et spécifications demandées. Suivant la complexité du marché un rapport détaillé est produit par une commission technique mise en place. Les rapports sont disponibles à l'ANER et pourraient être mis à votre disposition au besoin.

2- Marchés passés par appel d'offres

- ✓ Non respect du délai maximum de 15 jours entre l'ouverture des plis et l'attribution provisoire

Pour ce qui concerne le marché d'électrification par voie solaire des cases des tout-petits, d'établissements scolaires, de structures sanitaires et postes de garde du parc Niokolo Koba évoqué, le délai de 15 jours maximum entre l'ouverture des plis et la proposition d'attribution

provisoire a été bien respecté. En effet l'ouverture des plis a été faite le 21 aout 2014 et l'attribution provisoire le 1^{er} septembre 2014 soit 11 jours.

- ✓ L'absence de garantie de bonne exécution

Conformément aux dispositions des textes relatifs aux marchés publics, le titulaire du marché sus mentionné a bien fourni une garantie de bonne exécution (cf. pièces jointes).

- ✓ Retard observé dans l'exécution du marché d'électrification

Il est mentionné dans le rapport l'absence de correspondances liées au retard dans l'exécution du marché d'électrification par voie solaire des cases des tout-petits, d'établissements scolaires, de structures sanitaires et postes de garde du parc Niokolo Koba. Le titulaire du marché a bien fourni, par courrier, les éléments explicatifs de ce retard. Ces correspondances sont jointes en annexes.

3- sélection de consultant pour la réalisation des travaux d'électrification

- ✓ Localisation et nombre de structures

Dans le marché de sélection de consultant pour la réalisation des travaux d'électrification, la localisation ainsi que le nombre de structures à électrifier ont été spécifiés, en annexes, dans les termes de références.

- ✓ Rapport technique du consultant

Le rapport technique comportant le bilan de puissance, le dimensionnement des équipements, les notes de calcul ainsi que les schémas électriques de montage, comme prévu dans les TDR, est bien fourni par le consultant. Ce rapport est disponible.

Telles sont les observations que je voudrais porter sur le rapport provisoire sus mentionné.



Djiby NDIAYE



CBAO

DIRECTION CENTRE D'AFFAIRES SIEGE
SERVICE CLIENTELE
CAUTIONS
N° 032/2015 – MK/IM

GARANTIE DE BONNE EXECUTION
0005890

CBAO Groupe Attijariwafa Bank, 1, Place de l'Indépendance – BP : 129 Dakar

Bénéficiaire : AGENCE NATIONALE POUR LES ENERGIES RENOUVELABLES (ANER)

Date : le 02 Juin 2015

GARANTIE DE BONNE EXECUTION N° 032/2015 MK/IM

Nous avons été informés que **MINTECH – Rue F x 3 bis Point E Dakar** (ci-après dénommé «le Consultant») a signé avec vous le **Marché N° T 2101/14** en date du **17 Novembre 2014** pour les **travaux d'électrification par voie solaire de cases de tout-petits, d'établissements scolaires, d'établissements de santé, d'établissements religieux et de postes de garde du parc Niokolo-Koba – Lot 1 et Lot 2** (ci-après dénommé «Le Marché»).

De plus, nous comprenons qu'une garantie de bonne exécution est exigée en vertu des conditions du Marché.

A la demande du Titulaire, nous **CBAO Groupe Attijariwafa Bank SA**, nous engageons par la présente, sans réserve et irrévocablement, à vous payer à première demande, tout montant que vous pourriez réclamer dans la limite de **F CFA #8.850.000# (Huit Millions Huit Cent Cinquante Mille Francs CFA)**. Votre demande en paiement doit être accompagnée d'une déclaration attestant que le Titulaire ne se conforme pas aux conditions du Marché, sans que vous ayez à prouver ou à donner les raisons ou le motif de votre demande ou du montant indiqué dans votre demande.

La présente garantie expire au plus tard à la réception d'une copie du bordereau de livraison ou le **30 Octobre 2015**.

Toute demande de paiement doit être reçue à cette date au plus tard.

La présente garantie est régie par les Règles uniformes de la CCI relatives aux garanties sur demande, Publication CCI n° 458.

Cette garantie est délivrée en vertu de l'agrément n° 14007 MEF-DMC du 05.09.2014 du Ministère de l'Economie et des Finances.



NONOBSANT LA DATE DE VALIDITE INDIQUEE, L'ENGAGEMENT DU DONNEUR D'ORDRE DANS NOS LIVRES RESTE VALABLE AUX CONDITIONS PREVUES JUSQU'A MAIN LEEVEE DU BENEFICIAIRE OU RESTITUTION DE LA CAUTION.

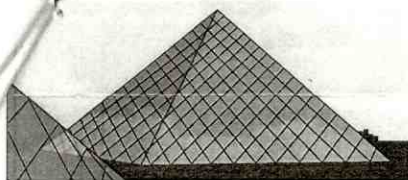
CBAO Groupe Attijariwafa bank

Siège Social : 1, Place de l'Indépendance - B.P. 129 DAKAR

Société Anonyme au Capital Social de 11 450 000 000 de francs C.F.A. - SWIFT : CBAOSNDA

Tél. (221) 33 849 96 96 - Fax (221) 33 823 20 05 - R.C. SN DKR 80 B 77 - NINEA 0015314 2 G 3

www.cbao.sn - E-mail : cbao@cbao.sn



Téléphone : (221) – 33 864 – 44 – 60

Télécopie : (221) – 33 864 – 44 – 65

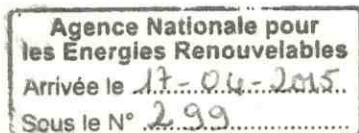
B.P : 41 Dakar (Sénégal)

Email : mintech@orange.sn

Dakar, le 15 avril 2015

A

Monsieur Djiby N'DIAYE
Directeur Général de l'Agence Nationale
pour les Energies Renouvelables (ANER),
120 Cité ASECNA-Liberté 6 Extension
face Im. Ferdinand COLY-Dakar SENEGAL



N/Réf. : 2015/ADM/04/118

(O) BJET : Demande de report de délai

A l'attention de Monsieur le Directeur Général,

Nous vous remercions pour la confiance que vous nous avez faite en nous confiant le projet pour les «travaux d'électrification par voie solaire de cases de tout-petits, d'établissements scolaires, d'établissements de santé, d'établissements religieux et de postes de garde du Parc Niokolo-Koba», qui nous a été notifié le 16 décembre 2014, avec un ordre de service de démarrage du 1^{er} mars 2015.

Comme évoqué avec la Direction Technique de l'ANER, ce jour en réunion, notre fournisseur fait face à des malversations financières via internet depuis la mi-mars 2015.

Dès que nous avons été mis au courant, vu les montants en jeu (environ 60 000 \$), nous avons pris la décision d'annuler le transfert qui était en cours, avec comme conséquence l'arrêt du processus de fabrication chez le fournisseur.

A la date d'aujourd'hui, nous avons entrepris les actions nécessaires pour y remédier ⁽¹⁾.

Aussi venons-nous par la présente correspondance, solliciter l'établissement d'un avenant au contrat, sans incidences financières, pour porter le délai de réalisation du projet de cinq (5) à sept (7) mois.

En espérant une suite favorable à notre demande, nous pouvons vous assurer que nous ne ménagerons aucun effort pour clôturer le projet avant cette nouvelle échéance.

Nous vous prions d'agréer, *Monsieur le Directeur Général*, à l'expression de notre considération distinguée.

⁽¹⁾ - Sécurisation du mode de paiement

- Fourniture d'équipements de puissance supérieure chez le fournisseur Yingli Solar



Dakar, le 30 APR 2015

V/REF. : 2015/ADM/04/118

OBJET : Demande de report de délais

Monsieur l'Administrateur Général,

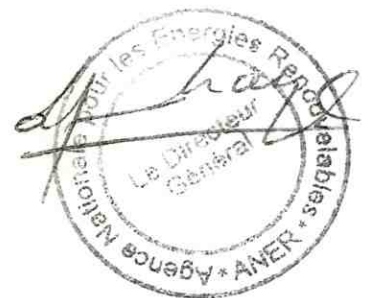
Nous accusons réception de votre lettre, citée en référence, relative à l'établissement d'un avenant pour la prolongation du délai de réalisation des travaux de cinq (05) à sept(07) mois.

Nous sommes au regret de vous dire que nous ne disposons à l'heure actuelle, d'aucun support objectif nous permettant d'accéder à votre requête.

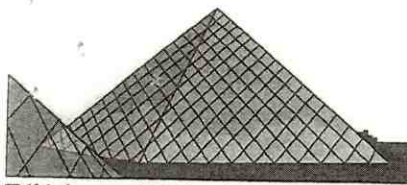
Nous vous informons par conséquent que les délais contractuels ainsi que les pénalités prévues dans le marché restent de rigueur. Toutefois, vous pourriez nous transmettre tout document ou preuve de votre engagement à exécuter le contrat pour qu'on puisse envisager une possible de reconsidération de notre position.

Veuillez agréer, **Monsieur l'Administrateur Général**, l'assurance de notre considération distinguée.

A
Moniseur E. Malick FALL
Administrateur Général
Mintech International SA
Avenue Bourguiba, Sicap Dieuppeul 1
villa n°2148
DAKAR



Djiby NDIAYE



Téléphone : (221) - 33 864 - 44 - 60

Télécopie : (221) - 33 864 - 44 - 65

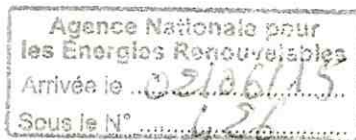
B.P : 41 Dakar (Sénégal)

Email : mintech@orange.sn

Dakar, le 01 juin 2015

A

Monsieur Djiby N'DIAYE
Directeur Général de l'Agence Nationale
pour les Energies Renouvelables (ANER),
120 Cité ASECNA-Liberté 6 Extension
en face Imm. Ferdinand COLY
Dakar - SENEGAL



N/Réf. : 2015/ADM/06/163

(O) BJET : Situation du marché N° T2101/14 et analyse du rapport de visite de sites

A l'attention de Monsieur le Directeur Général,

Nous vous remercions pour la confiance que vous nous avez faite en nous confiant le marché N° T2101/14 pour « les travaux d'électrification par voie solaire des cases des tout-petits, d'établissements scolaires, d'établissements de santé, d'établissements religieux et de postes de garde du parc Niokolo-Koba - Lot 1 et Lot 2.

Cette note fait la situation du projet à fin mai 2015 et transmet, par la même occasion, le rapport établi après la visite préalable sur certains sites (un site au moins par type de kit à installer).

1- Dates repères:

- Adjudication provisoire :	29/09/2014
- Notification :	16/12/2014
- Paiement avance de démarrage :	18/02/2015
- Ordre de Service de démarrage :	02/03/2015
- Décision de changement de fournisseur :	13/04/2015
- Rencontre avec l'ANER :	15/04/2015

2- Cause du retard enregistré sur le déroulement du projet:

Comme nous l'avions évoqué lors de la rencontre du 15 avril, confirmé par courrier portant référence N°2015/ADM/04/118, notre fournisseur initial nous a signalé qu'il faisait face à des malversations financières via internet depuis la mi-mars 2015. Vu les montants en jeu et devant l'absence de solutions rassurantes concernant la sécurisation du système d'information du fournisseur, nous avons pris la décision d'annuler le transfert en cours avec comme conséquence, l'annulation de la réservation sur la ligne de production dudit fournisseur.

Nous avons entamé dès cette date les négociations avec de nouveaux fournisseurs sur la base d'équipements standards avec comme conséquence, des kits avec des puissances supérieures aux puissances demandées dans l'appel d'offres comme le montre le tableau ci-dessous. Le tableau comparatif des kits est joint à cette présente note.

CUMUL PUISSANCE INSTALLEE	ECART
Champ solaire	+ 27%
Onduleur	+127%
Batterie	1%

Les nouvelles commandes ont été conclues au 30 avril 2015 et les paiements sécurisés par Lettre de Crédit (LC) avec des dates de production et des prévisions d'embarquement négociées et circonscrites. Cet incident a entraîné un retard de deux (2) mois.

3- Planning des opérations (voir planning joint):

Nous reprenons ci-dessous les jalons de la nouvelle planification ; le détail est consigné dans le planning joint en annexe.

- Passation des nouvelles commandes : 30/04/2015
- ETD : 25/06/2015
- ETA : 10/08/2015
- Réception des installations : 07/09/2015
- Clôture administrative du projet : 15/09/2015

4- Analyse du rapport de visites préalables:

L'analyse des données collectées lors des visites de sites effectuées nous autorise à attirer l'attention sur les points ci-dessous :

- Nécessité d'un arbitrage sur les bâtiments à électrifier sur certains sites (limite de puissance)
 - o Daara de Coki (voir proposition de MINTECH INTERNATIONAL SA)
 - o Postes de garde et base-vies dans le Parc Niokolo-Koba (voir comparatif des puissances installées avec le projet ATERSA)
 - o Cas des postes de santé avec maternité. Pour le projet que nous venons de terminer avec le Ministère de la Santé et de l'Action Sociale (MSAS), la puissance installée est de 6 KW crête pour les postes de santé de ce type, contre 1,2 KW crête dans le cadre du présent projet avec l'ANER.
- Nécessité de faire une installation électrique complète de certains bâtiments, écoles, cases de santé, etc.

Nous souhaiterions, lors d'une rencontre que vous voudriez bien fixer, examiner, ces points et y apporter des solutions. Nous avons d'ores et déjà prévu d'insérer dans le planning, le câblage des bâtiments avant l'arrivée des équipements.

Nous vous prions d'agréer, *Monsieur le Directeur Général*, à l'expression de nos sincères salutations.

P.J. : - Tableau comparatif des kits

- Planning réactualisé

- Rapport des visites préalables de sites



MINTECH INTERNATIONAL SA : Capital social 25 000 000 FCFA-Avenue Bourguiba - Sicap Diappoul 1 Villa N°2148
RC. : SNDKR-2004-M-5347 NINEA: 00201 5726 2Z3 - Site web: www.mintechinternational.com

Partenaire du Programme de Mise à Niveau



Termes de référence

Etudes Techniques pour la réalisation travaux d'électrification par voie solaire de cases des tout-petits et d'établissements scolaires

I. CONSISTANCE DES SERVICES DU CONSULTANT

Les présents termes de référence définissent les prestations de l'expert dont l'Agence Nationale des Energies Renouvelables envisage de s'assurer la collaboration pour les études concernant l'électrification par voie solaires d'un certain nombre de cases des tout-petits, d'écoles élémentaires et secondaires en zone rurale.

Le Consultant procédera à :

- l'établissement des bilans de puissance pour chaque type d'établissement ;
- le dimensionnement des équipements constitutifs de l'installation (Puissance crête des plaques photovoltaïques, batteries de stockage, régulateur, onduleur et éventuellement les récepteurs
- l'établissement des notes de calcul des câbles ainsi que le calcul des chutes de tension;
- l'établissement des spécifications techniques des équipements et les accessoires de raccordement.
- l'établissement des schémas électriques de montage des différents équipements
- l'établissement du CPTP y compris les différents bordereaux
- le consultant indiquera clairement la solution technique la meilleure pour un fonctionnement optimal et sans contrainte ni risques pour les élèves et le personnel
- le consultant indiquera pour chaque localité l'orientation optimale des plaques photovoltaïques
- le consultant indiquera les textes de norme en vigueur et auxquels on se référera pour l'exécution des travaux.

Les installations devront être conformes à toutes les règles techniques édictées par l'UTE.

- le consultant fera toutes les suggestions nécessaires à une bonne planification du déroulement des travaux.
- le consultant fera une proposition pour la répartition en un ou plusieurs lots
- le consultant fera un planning prévisionnel de déroulement des travaux
- le consultant fera une étude prévisionnelle de cout pour chaque type d'installation
- la durée de la mission d'études est fixée à un mois
- le consultant déposera à la fin de sa mission un rapport en trois (3) exemplaires. Ce rapport décrira les différentes étapes de l'étude, les choix faits, les technologies utilisées et les raisons objectives de ces choix.

- le consultant devra fournir à l'ANER le CPTP qui sera intégré au dossier d'appel d'offres. Il ne doit être source d'aucun recours victorieux en annulation de la part de la DCMP, de l'ARMP, ou des soumissionnaires

II QUALIFICATIONS

Le consultant recherché doit avoir le profil suivant :

- 1- avoir une formation d'ingénieur ou de technicien supérieur en électricité, électromécanique, ou en énergie solaire
- 2- disposer d'une expérience professionnelle pertinente d'au moins 10 années
- 3- être légalement constitué
- 4- avoir exécuté avec succès au moins trois (3) contrats de maîtrise d'œuvre en installation solaire pour le compte d'une entité connue. Ces contrats doivent être de nature et complexité au moins égal à celui qui est en compétition.

III CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES

L'évaluation des offres se fera ainsi : on choisit L'offre la moins disante parmi celles qui sont techniquement et administrativement conformes aux qualifications requises

IV CONDITIONS DE REGLEMENT

Les conditions de paiement de la mission d'étude sont les suivantes :

- 50% du montant de la commande après dépôt du rapport
- 50% après adjudication du marché

V DUREE DE LA MISSION

La durée de la mission est de un (1) mois et il n'est pas prévu de rapport d'étape. La période de rédaction du rapport est comprise dans ce délai

LISTE DES STRUCTURES A ELECTRIFIER

Cases des tout-petits

Item	CTP	Localité/Quartier	Département	Région
1	CTP Notto	Notto	Thiès	THIES
2	CTP Ndiassane	CR de Chérif LÔ	Tivaouane	THIES
3	CTP Popenguine Sérère	CR de Diass	Mbour	THIES
4	CTP Ndiaraw	Ndiaraw	Bambey	DIOURBEL
5	CTP Santhiaba nord	Santhiaba nord	Louga	LOUGA
6	CTP Labgar	CR de Labgar	Linguère	LOUGA
7	CTP Tab Dar salam	Tab Dar salam	Dagana	SAINT LOUIS
8	CTP Waoundé	Waoundé	Kanel	MATAM
9	CTP Orkadiéré	CR Orkadiéré	Kanel	MATAM
10	CTP Fété Niébé	Fété Niébé	Matam	MATAM
11	CTP Moundé	Moundé	Foundiougne	FATICK
12	CTP Mboul/Lakhar	Mboul/Lakhar	Fatick	FATICK
13	CTP Boustane Lo	Boustane Lo	Gossas	FATICK
14	CTP Kossi Atlanta	Kossi Atlanta	Kaolack	KAOLACK
15	CTP Diokoul	Diokoul	Kaffrine	KAFFRINE
16	CTP Ribot Escale	Ribot Escale	Koungueul	KAFFRINE
17	CTP Ndaam	Ndaam	Ndiagianiao/Mbour	THIES
18	CTP Linkering	Linkering	Vélingara	KOLDA
19	CTP Mandina Balante	Mandina Balante	Goudomp	ZIGUINCHOR
20	CTP Fongolimbi	Fongolimbi	Kédougou	KEDOUGOU
21	CTP Dindifélo	Dindifélo	Kédougou	KEDOUGOU
22	CTP Ibel	Ibel	Kédougou	KEDOUGOU
23	CTP Samécouta	Samécouta	Kédougou	KEDOUGOU
24	CTP Ninéfècha	Ninéfècha	Kédougou	KEDOUGOU
25	CTP Hamdallaye Thiokoye	Hamdallaye Thiokoye	Kédougou	KEDOUGOU
26	CTP Madina Bafé	Madina Bafé	Saraya	KEDOUGOU
27	CTP Diankha Madina	Madina Bafé	Saraya	KEDOUGOU
28	CTP Kossanto	Kossanto	Saraya	KEDOUGOU
29	CTP Sabadola	Sabadola	Saraya	KEDOUGOU
30	CTP Salémata	Salémata	Salémata	KEDOUGOU
31	CTP Dakatéli	Dakatéli	Salémata	KEDOUGOU
32	CTP Kidira	Kidira	Bakel	TAMBACOUNDA
33	CTP Malem Niani	Malem Niani	Koumpentoum	TAMBACOUNDA
34	CTP Kothiari	Kothiari	Goudiry	TAMBACOUNDA
35	CTP Boureck	Boureck	Bignona	ZIGUINCHOR
36	CTP Petit Coulaye	Petit Coulaye	Bignona	ZIGUINCHOR
37	CTP Nyassia	Nyassia	Ziguinchor	ZIGUINCHOR
38	CTP Suelle	Suelle	Bignona	ZIGUINCHOR

Collèges d'Enseignement Moyens

Item	CEM	Localité	Communauté rurale/Département	Région
1	CEM Doundodji	Linguère	Linguère	Louga
2	CEM Thiel	Linguère	Linguère	Louga
3	CEM Wakhal Diam	Wakhal Diam	Fatick	FATICK
4	CEM Mbadatt	Mbadatt	Fatick	FATICK
5	CEM Ndiarao	Ndiarao	Mbour	THIES
6	CEM Bodian			
7	CEM Dianké souf	Diankhé Souf	Malém Hodar	TAMBACOUNDA
8	CEM Ndiobène Samba Lamo	Samba Lamo	Malém Hodar	TAMBACOUNDA
9	CEM Ndioum Ngainth	Ndioum Ngainth	Malém Hodar	TAMBACOUNDA
10	CEM Sagna	Sagna	Malém Hodar	TAMBACOUNDA
11	CEM Darou Miname	Darou Miname	Malém Hodar	TAMBACOUNDA
12	CEM Niakhène	Niakhène	Malém Hodar	TAMBACOUNDA

Ecoles

ITEM	Ecole	Localité	Communauté rurale/Département	Région
1	Ecole primaire Ndaam	Ndiagianiao	Mbour	THIES
2	Ecole primaire et mosquée Senghor	Senghor	Fatick	FATICK
3	Ecole primaire Ngangarlame	Ngangarlame/CR de Ngayokhème	Fatick	FATICK
4	Ecole primaire Ngonine	Ngonine	Fatick	FATICK
5	Ecole primaire Sass Ndiadadi	Sass Ndiadadi	Fatick	FATICK
6	Ecole primaire Keur Ngogne	Keur Ngogne	Fatick	FATICK
7	Ecole primaire Ndiarao	Ndiarao	Mbour	THIES
8	Ecole primaire Ndorong	Ndong	Mbour	THIES
9	Ecole primaire Ndadafakh	Ndadafakh	Mbour	THIES
10	Ecole primaire Gnigning	Gnigning	Mbour	THIES
11	Ecole élémentaire Gassé	Gassé	Linguère	LOUGA
12	Ecole élémentaire Diabal	Barkédji	Linguère	MATAM
13	Ecole élémentaire Béléle Djabé	Béléle Djabé	Dagana	SAINT-LOUIS

Postes de santé

Item	Centre de santé	Localité	Communauté rurale/Département	Région
1	Poste de Santé de Ngohé	Ngohé	Bambey	DIOURBEL
2	Poste de Santé Ranch de Dolly	Dolly	Linguère	LOUGA

5.1.5. Cases de santé

Item	Centre de santé	Localité	Communauté rurale/Département	Région
1	CS Gassé	Gassé	Linguère	LOUGA
2	CS Bélèle Djabé	Bélèle Djabé	Dagana	SAINT-LOUIS
3	CS Ndiarao	Ndiarao	Mbour	THIES

5.1.6. Postes de garde

Item	Poste de garde	Localité	Communauté rurale/Département	Région
1	Poste de garde Dar Salam	Parc Niokolo-Koba	Kédougou	KEDOUGOU
2	Poste de garde camp du lion	Parc Niokolo-Koba	Kédougou	KEDOUGOU
3	Poste du Guet de Damantan	Parc Niokolo-Koba	Kédougou	KEDOUGOU
4	Poste de garde de Dalaba	Parc Niokolo-Koba	Kédougou	KEDOUGOU
5	Poste de garde de Lingékountou	Parc Niokolo-Koba	Kédougou	KEDOUGOU
6	Poste de garde de Niakassi	Parc Niokolo-Koba	Kédougou	KEDOUGOU
7	Poste de garde de Bangharé	Parc Niokolo-Koba	Kédougou	KEDOUGOU
8	Poste de garde de Wouroli	Parc Niokolo-Koba	Kédougou	KEDOUGOU
9	Poste de garde de Lignékoto	Parc Niokolo-Koba	Kédougou	KEDOUGOU
10	Poste de garde de Belly	Parc Niokolo-Koba	Kédougou	KEDOUGOU
11	Poste de garde de Oubadji	Parc Niokolo-Koba	Kédougou	KEDOUGOU
12	Poste de Garde de Gamon	Parc Niokolo-Koba	Kédougou	KEDOUGOU

13	Poste de garde de Koulountou	Parc Niokolo-Koba	Kédougou	KEDOUGOU
14	Poste de garde de Nioufaye	Parc Niokolo-Koba	Kédougou	KEDOUGOU

Institut islamique Amadou Sakhir Lo

Item	Institut islamique /Mosquées	Localité	Communauté rurale/Département	Région
1	Daara de Cokki (Louga)	Cokki	Louga	LOUGA
2	Institut Islamique Ndaam	Ndiagianiao	Mbour	THIES
3	Institut Islamique Gassé	Gassé	Linguère	LOUGA
4	Institut Islamique Diabal	Barkédji	Linguère	LOUGA
5	Mosquée Ngayène	Ngayène	Linguère	LOUGA
6	Mosquée Bélèle Djabé	Bélèle Djabé	Dagana	SAINT-LOUIS

Autres

item	Autres	Localité	Communauté rurale/Département	Région
1	Base vie Diénoudiala	Parc Niokolo-Koba	Kédougou	KEDOUGOU
2	Base vie Simenti	Parc Niokolo-Koba	Kédougou	KEDOUGOU
3	Centre de recherche Université Gottingen	Parc Niokolo-Koba	Kédougou	KEDOUGOU
4	Centre de formation de Dalaba	Parc Niokolo-Koba	Kédougou	KEDOUGOU
5	Enclos des Elands de derby	Parc Niokolo-Koba	Kédougou	KEDOUGOU
6	Infirmierie Diénoudiala	Parc Niokolo-Koba	Kédougou	KEDOUGOU